



HAL
open science

Riziculture camarguaise : la durabilité des systèmes de production agricole, analyse des points de vue des riziculteurs camarguais

Roy Hammond, Jean-Claude J.-C. Mouret, Ronan Le Velly, Florine F. Mailly,
Lisbeth Michel

► To cite this version:

Roy Hammond, Jean-Claude J.-C. Mouret, Ronan Le Velly, Florine F. Mailly, Lisbeth Michel. Riziculture camarguaise : la durabilité des systèmes de production agricole, analyse des points de vue des riziculteurs camarguais. 2012. hal-02810727

HAL Id: hal-02810727

<https://hal.inrae.fr/hal-02810727>

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Riziculture Camarguaise

La durabilité des systèmes de production agricole

Analyse des points de vue des riziculteurs camarguais

Aspects techniques, économiques, sociaux, environnementaux
Agriculture biologique – Questions posées à la recherche



Sommaire



Préambule 3



Origine de l'action de recherche et contexte du développement de l'agriculture camarguaise 4



Méthodologie et déroulement des entretiens 7



Caractéristiques des riziculteurs rencontrés et de leur système de production rizicole 8



Durabilité des systèmes de production rizicole
Analyse des points de vue techniques 11



Durabilité des systèmes de production rizicole
Analyse des points de vue économiques 17



Durabilité des systèmes de production rizicole
Analyse des points de vue sociaux 23



Durabilité des systèmes de production rizicole
Analyse des points de vue environnementaux 28



Durabilité des systèmes de production rizicole
Analyse des points de vue sur l'agriculture biologique 31



Inventaire des questions posées à la recherche 38



Conclusion 46

Avant-propos

Ce document présente une synthèse du compte rendu scientifique d'une action de recherche conduite en 2010 par l'Umr Innovation et financée par FranceAgriMer dans le cadre du plan d'adaptation de la filière rizicole. L'objectif de cette action de recherche était de recueillir et d'analyser les points de vue des riziculteurs camarguais sur la durabilité des systèmes de production agricole. Afin de rendre conviviale la lecture de cette plaquette, nous avons souhaité agrémenter l'analyse par des illustrations et des citations personnalisées et validées par leurs auteurs qui figurent dans des encadrés. Les auteurs remercient très sincèrement les riziculteurs qui ont participé à cette étude. Leur accueil toujours très chaleureux, l'intérêt qu'ils ont apporté à nos questions et leur disponibilité ont grandement contribué à la densité et à la richesse du contenu des entretiens qu'ils ont bien voulu nous accorder. Les auteurs remercient également le syndicat des riziculteurs et filière pour ses encouragements et son appui qui ont facilité les prises de contact avec les riziculteurs.

" La couleur bleue dans le texte correspond aux expressions telles qu'elles ont été formulées par les agriculteurs interviewés. Chacun pourra y retrouver une ou plusieurs citations personnelles dont certaines figurent dans les encadrés accompagnés d'une photo de leur auteur.

Photographies - RJ Hammond, JC Mouret



Préambule



La riziculture se trouve confrontée à un dilemme comme d'ailleurs le reste de l'agriculture française et européenne : elle doit trouver un compromis entre une agriculture axée sur la production et une agriculture écologiquement favorable, entre une injonction à nourrir plus de 9 milliards d'hommes,

et à protéger notre planète qui ne cesse de se dégrader avec une urbanisation galopante et des changements climatiques récurants. Parallèlement, nous subissons une volatilité des prix des matières premières, imposée depuis bientôt une décennie comme tendance de fond. Nous sommes donc dans la problématique d'accroître la production en y intégrant des enjeux environnementaux, d'où le problème de la gestion de notre beau territoire camarguais. Ainsi, les témoignages qui suivent ce préambule reflètent bien cette situation.

Sur le plan environnemental, la culture du riz est indispensable pour la désalinisation, pour le maintien des nappes phréatiques, pour l'élevage camarguais et pour la conservation et la préservation des écosystèmes.

C'est cette mosaïque de production et cet équilibre hydrogéologique qui crée cette diversité et ce territoire emblématique qu'est la Camargue.

Suite à ces réflexions, à nous d'échafauder des scénarios qui soient économiquement viables et écologiquement édifiants ainsi nous pourrions préserver notre beau territoire avec ses nombreuses activités.

Il est dans l'intérêt de la France de maintenir la culture du riz en vue de répondre aux différents et nouveaux défis économiques et sociaux.

M. Bertrand Mazel

Président du Syndicat des Riziculteurs de France et Filière
Président du Centre Français du Riz



Origine de l'action de recherche et contexte du développement de l'agriculture camarguaise

Origine de l'action de recherche

La durabilité des systèmes de production rizicole est une préoccupation globalement partagée par l'ensemble des acteurs professionnels et institutionnels qui interviennent sur le territoire camarguais. Les instituts de recherche ont pour mission d'élaborer des méthodes et de concevoir des outils permettant d'accompagner ces acteurs dans la mise en œuvre de démarches et de pratiques visant à répondre à cette préoccupation.

Depuis plusieurs années, l'UMR Innovation de l'Inra de Montpellier a conduit en collaboration étroite avec les riziculteurs et l'appui notamment de FranceAgrimer des actions de recherche spécifiques, ayant pour objectif de produire des connaissances agronomiques sur le fonctionnement des systèmes de riziculture conventionnelle et biologique (Cf. plaquettes de vulgarisation sur la fertilisation organique et sur la valorisation des pailles de riz).

La question de la durabilité, dans ses dimensions technique, économique, sociale et environnementale, est appréhendée au moyen d'indicateurs qui sont co-construits et qui permettent de mesurer les effets ex-ante de changements techniques et organisationnels observés ou simulés. La co-construction de ces indicateurs avec les acteurs directement concernés et notamment avec les agriculteurs est une étape nécessaire et indispensable à la mise en œuvre du projet.

Ainsi, notre proposition avait pour objectif de recueillir, d'analyser et d'étudier les points de vue des riziculteurs concernant les contraintes, les atouts et les conditions pour la mise en œuvre d'une riziculture durable. Une attention particulière a été apportée aux interactions possibles entre ces points de vue et les actions de recherche et de développement agronomiques déjà réalisées ou à construire.

Contexte global des conditions de durabilité des systèmes de production rizicoles camarguais

Le territoire camarguais présente les caractéristiques physiques spécifiques des zones deltaïques, à savoir : une mosaïque de types de sol qui repose sur une nappe phréatique salée à faible profondeur.

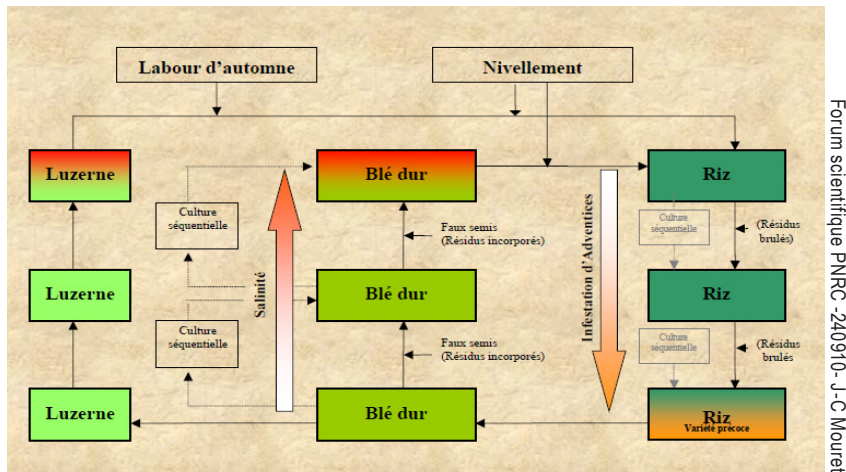
En Camargue le taux de salinité des sols de surface est accentué par une forte évapotranspiration liée à la fréquence du vent dominant qu'est le Mistral et à la construction des digues de part et d'autre du fleuve qui protègent des crues et donc des entrées d'eau douce autre que les pluies dans le milieu. Ainsi, les sols naturellement fertiles ne représentent que 7% de la surface du territoire. En conséquence, la mise en valeur agricole de cet espace s'appuie, depuis la fin du XIX^e siècle, sur la mise en œuvre d'un système de production et de pratiques agricoles dont la riziculture constitue le pivot.





Dans ce cadre, nos actions de recherche agronomique ont permis, à la fin des années 1980, d'élaborer des modèles de système de culture qui prennent en compte les deux contraintes majeures de la mise en valeur agricole du territoire : la salinité et la pression des mauvaises herbes. En conduite conventionnelle (figure 1) trois années de culture successives de riz contribuent à une désalinisation du sol qui autorise la mise en place de cultures pluviales qui permettent de lutter contre l'infestation des mauvaises herbes du riz.

En conduite biologique (figure 2) après une première année de riz, ou au maximum 2 années successives, la pression des mauvaises herbes impose une rotation avec des cultures «sèches» pendant 3 à 5 ans avant un retour de riz.



Forum scientifique PNRC -240910- J-C Mouret

Figure 1 : Modèle de fonctionnement d'un système de culture conventionnel adapté aux contraintes du milieu physique en Camargue

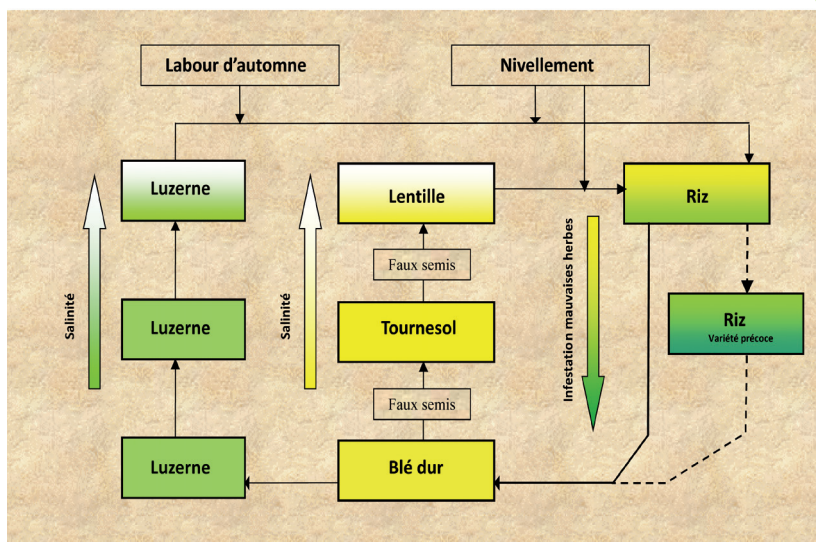


Figure 2 : Modèle de fonctionnement d'un système de culture biologique adapté aux contraintes du milieu physique en Camargue



L'équilibre de ce système très efficace, qui permet de valoriser les atouts et minimiser les contraintes du milieu physique, peut cependant subir des perturbations économiques (différentiel prix du riz / prix du blé dur, aides favorables à l'une ou l'autre des cultures) qui peuvent se traduire par des situations de crises agricoles, qui apparaissent sur la figure 3.

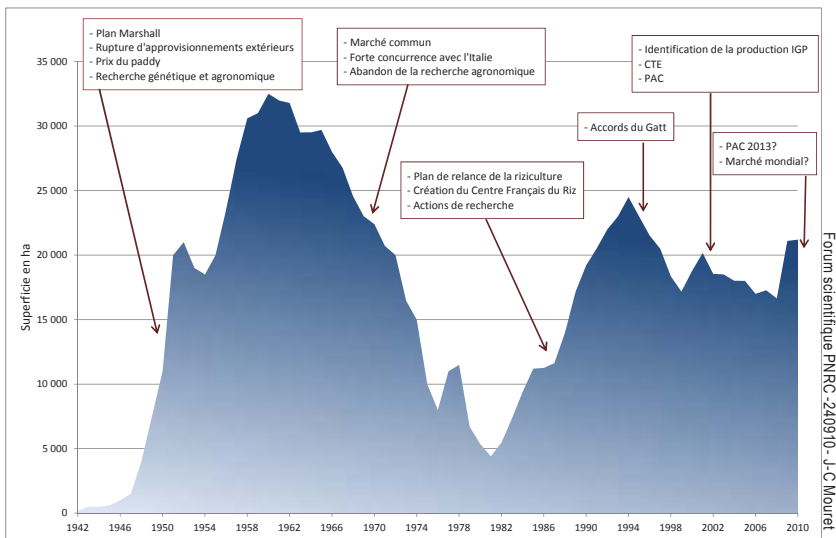


Figure 3 : Surfaces rizicultivées et paramètres de leur évolution entre 1942 et 2010

De même l'évolution des rendements du riz (figure 4) est dépendante des innovations techniques mais aussi des fluctuations du prix du riz qui peuvent impacter sur la durabilité des systèmes de production.

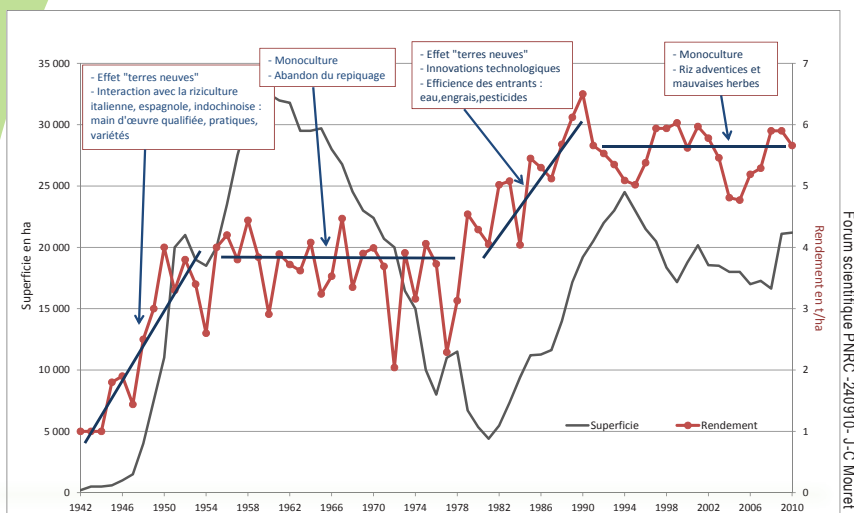


Figure 4 : Rendement en riz paddy et facteurs d'évolution entre 1942 et 2010



Méthodologie et déroulement des entretiens

Information et sensibilisation des riziculteurs à la démarche mise en œuvre

L'étude a été menée entre mars 2010 et juin 2011. Nous avons d'abord organisé une réunion avec le Président et avec la directrice du syndicat des riziculteurs et filière (SRFF), afin de définir un protocole d'information et de sensibilisation des riziculteurs de Camargue et d'établir les modalités de leur adhésion à la démarche entreprise. Suite à cette réunion, un courrier a été adressé à l'ensemble des riziculteurs adhérents au SRFF. Ce courrier comprenait d'une part une lettre mentionnant les motivations, les objectifs et les attendus de l'étude et d'autre part un bulletin à compléter et à adresser à l'UMR Innovation, afin d'identifier les personnes intéressées par l'étude et disponibles pour un entretien.

A l'issue de la consultation, nous avons reçu trente-cinq réponses favorables et deux réponses négatives. Pour élargir le panel des riziculteurs consultés, quinze riziculteurs n'ayant pas répondu par courrier ont été contactés par téléphone et ont donné un avis favorable. Finalement, cinquante riziculteurs/trices ont accepté de nous accorder un rendez-vous.

Contenu et déroulement des entretiens

Les entretiens avaient pour objectif de recueillir les points de vue des riziculteurs sur les conditions de mise en œuvre d'une riziculture durable en mettant l'accent sur les verrous, les contraintes et les atouts qu'elle induit. Nous avons élaboré un guide d'entretien qui prévoyait trois moments particuliers : (1) présentation par la personne interviewée de son statut et de l'historique de son exploitation, (2) présentation actuelle de son activité et (3) prospective à court, moyen et/ou long terme.

Ces entretiens ont été conduits de manière semi-directive de façon à libérer totalement l'expression des personnes interviewées. Cinquante entretiens d'une durée de 1H30 à 3H00 ont été réalisés au cours de la période de mai à septembre 2010. Ils ont tous été enregistrés et vingt-cinq ont été transcrits intégralement. Les autres entretiens ont fait l'objet d'une transcription synthétisée. L'ensemble constitue un recueil de données de l'ordre de mille pages que nous avons analysé.

Organisation de l'analyse

Le questionnaire préalablement établi a servi de support à l'entretien sans que l'ordre et le contenu des questions n'aient pu être respectés à la lettre. En conséquence, la structure de l'analyse a été élaborée sur la base de quatre volets correspondant aux caractéristiques essentielles du développement durable : un volet technique, un volet économique, un volet social et un volet environnemental.

Les cinquante agriculteurs rencontrés ont évoqué des points de vue très divers, sur la durabilité technique, économique, sociale et environnementale des systèmes rizicoles camarguais, dont l'analyse figure dans les chapitres suivants. La perception de l'agriculture biologique fait l'objet d'un chapitre distinct. Un autre chapitre recense les questions posées à la recherche et au développement, lesquelles devraient permettre d'élaborer à terme, un projet de recherche en adéquation avec les attentes des riziculteurs. La dernière partie apporte un complément d'analyse sociologique compréhensive des perceptions des producteurs rencontrés.

Les propos retranscrits dans les parties suivantes (en encadrés ou en bleu dans le texte) ont pour but d'accompagner l'analyse en reprenant la diversité des réponses, et ce de manière à ce que chaque agriculteur enquêté puisse s'y retrouver.



Caractéristiques des riziculteurs rencontrés et de leur système de production rizicole

Les cinquante agriculteurs ayant participé à cette étude témoignent d'une diversité de pratiques, et des modes de production, et sont globalement représentatifs du territoire et de la diversité des exploitations rizicoles de Camargue. Dans cette partie, nous présentons quelques caractéristiques du panel de personnes interrogées.

Typologie des systèmes de production rizicole

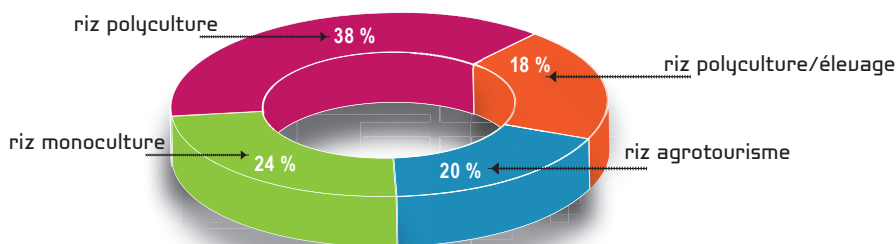


Figure 5: Répartition des exploitations agricoles par type de systèmes de production

Nous avons caractérisé les exploitations agricoles en fonction de leur système de production, puis les avons décrites en fonction : de leur représentation dans l'échantillon analysé (figure 5), de leur surface agricole utile (figure 6), de la part de la surface moyenne du riz dans la SAU (figure 7) et de la répartition dans chacun des types, des modes de conduites conventionnels ou biologiques (figure 8).

Quatre types permettent d'identifier ces systèmes rizicoles : monoculture, polyculture, polyculture élevage et agrotourisme.

Le type « riz monoculture » correspond aux exploitations agricoles dont le système de production est basé sur la culture du riz (la part de la surface en riz dans le système de culture est supérieure à 80% de la SAU). Ce type représente 24% de l'échantillon, la surface agricole utile moyenne de ces exploitations agricoles est de 280 ha. Le mode de conduite biologique n'est pas représenté dans ce type de système de production.

Le type « riz/polyculture » est majoritairement représenté dans notre échantillon, il représente 38% de l'effectif. La surface agricole utile moyenne des exploitations agricoles de ce type est de 220ha. La part du riz dans la SAU est légèrement supérieure à 50%. 16% des exploitations de ce type pratiquent une conduite partielle ou totale en agriculture biologique.

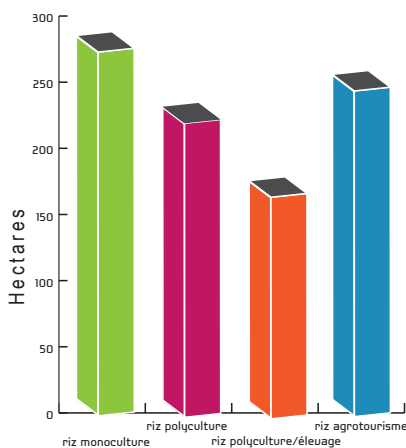


Figure 6 : Répartition de la surface agricole utile par type de système de production

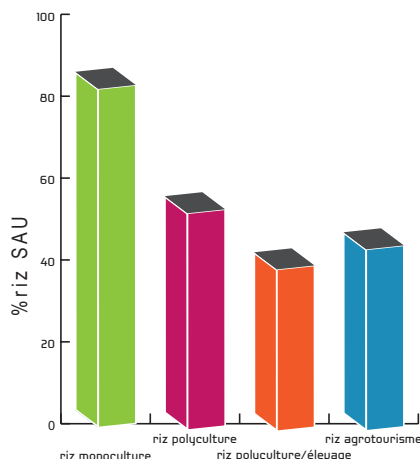


Figure 7 : Répartition de la part du riz dans la SAU par type de système de production

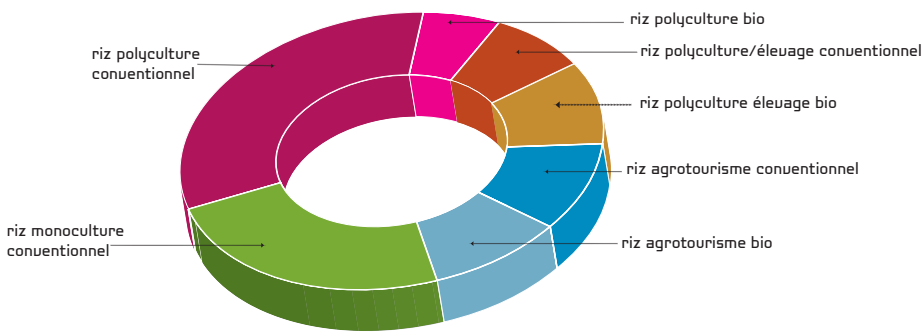


Figure 8 : Répartition des modes de conduite de culture par type de systèmes de production

Le type « riz polyculture-élevage » représente 18% des exploitations agricoles de l'échantillon. La surface agricole utile moyenne des exploitations de ce type est de 180ha dont environ 40% est consacrée au riz. L'agriculture biologique est représentée dans 44% des exploitations de ce groupe.

Le type « riz agrotourisme » correspond aux exploitations qui associent les activités touristiques aux activités agricoles. Ce type représente 20% de l'échantillon. La surface agricole utile moyenne de ces exploitations est de 255 ha. La part du riz dans le système de production est de 45%. La moitié des effectifs des exploitations agricoles de ce type pratiquent l'agriculture biologique.

Caractéristiques de l'âge des riziculteurs interviewés

La figure 9 présente l'âge moyen des agriculteurs rencontrés par type de système de production. Nous avons réalisé trois classes d'âge pour cette illustration. Les « jeunes » de 18 à 35 ans, les anciens de plus de 50 ans et une classe intermédiaire de 36 à 49 ans. Tandis que les « jeunes » représentent 18% de l'effectif des agriculteurs rencontrés, les personnes « âgées » représentent 39% de cet effectif et la classe « intermédiaire », 43%. Nous remarquons que les personnes « âgées » représentent 20% de l'effectif du type polyculture élevage. Elles représentent 47% du type polyculture et 40% de l'effectif des 2 autres types de systèmes de production. Les « jeunes » représentent un tiers de l'effectif du type monoculture, ils sont absents de l'effectif du type agrotourisme.

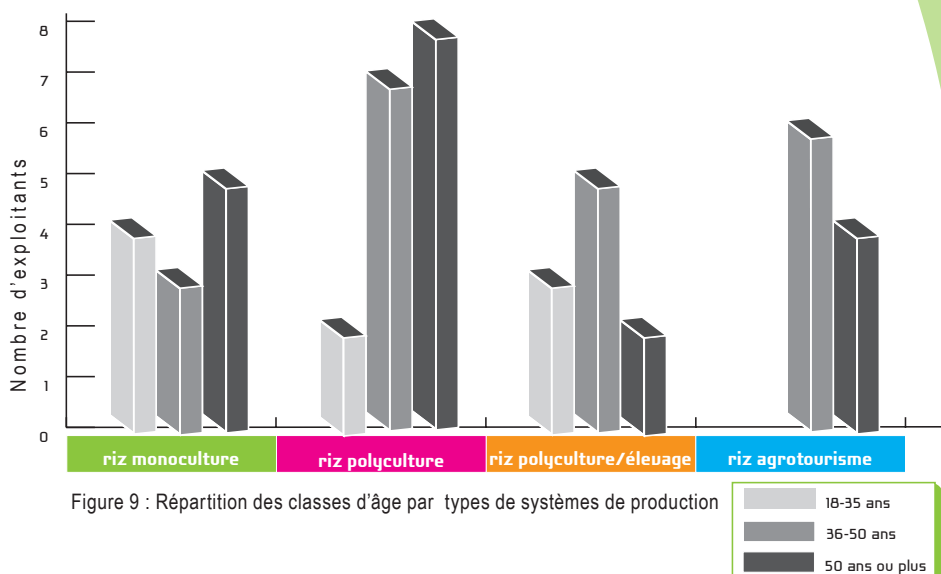


Figure 9 : Répartition des classes d'âge par types de systèmes de production



Répartition spatiale des exploitations

Les exploitations rizicoles ayant participé à l'étude sont réparties de manière homogène sur l'ensemble du territoire camarguais (figure 10). Neuf exploitations se situent en Camargue gardoise, trente-cinq sont situées en Grande Camargue et cinq sur le Plan du Bourg. Les quatre types de systèmes de production ont également une répartition spatiale homogène. On note cependant que neuf systèmes de production sur dix de type agrotourisme se situent en basse Camargue.

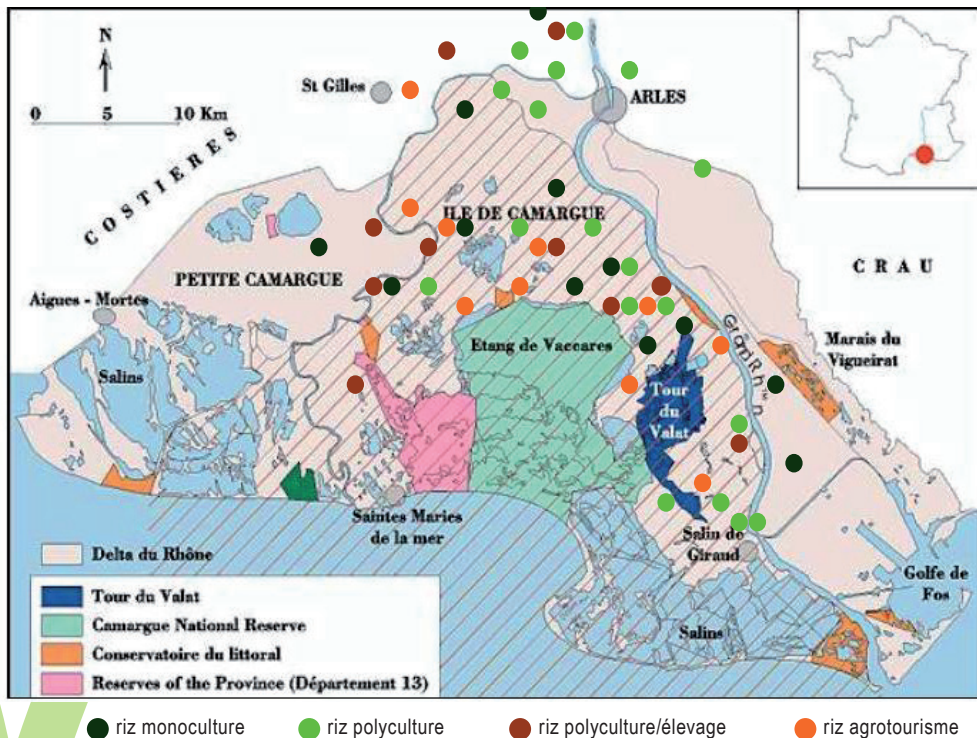


Figure 10 : Répartition des exploitations enquêtées. Chaque point représente le siège administratif de l'exploitation dont le parcellaire peut être regroupé ou dispersé, distingué par couleur selon le type de système de production.





Durabilité des systèmes de production rizicole : analyse des points de vue techniques

La rotation et l'assolement

Fertilité des sols

La rotation est perçue par une très grande majorité des agriculteurs interviewés comme un élément déterminant du maintien de la fertilité des sols et donc des rendements des cultures en relation avec le niveau des intrants : « En monoculture, les rendements diminuent et les intrants augmentent. » Certains portent un regard critique sur la monoculture : « Pendant toutes ces années on a fait une grosse bêtise, on a atteint le bout de la productivité des sols. Même si on a fertilisé normalement, on a perdu quelque chose dans les sols. »

Adventices

La rotation est souvent présentée à travers l'effet positif du précédent cultural sur le contrôle des mauvaises herbes en général et des riz adventices « crodos » en particulier, « priorité absolue » des riziculteurs. La rotation est même « obligatoire » lorsque la pression d'adventices devient trop forte, en complément ou substitution de produits phytosanitaires.

« Quand on fait des rotations, on n'a presque pas besoin de mettre des désherbants. De plus la rotation me permet de faire de la production de semences de riz et de blé en première année. »

La question des herbicides est régulièrement abordée et montre une diversité des pratiques selon les précédents culturaux. « La première année de blé après riz, il n'y a pas de traitement contre les mauvaises herbes, la 2^e année, on ne traite que les bordures et ce n'est qu'en troisième année qu'on traite toute la parcelle avant de passer sur une autre culture l'année suivante. Ça c'est durable ! » Un autre agriculteur précise que selon lui, « Une culture de riz sur un précédent autre que riz ne nécessite pas de « faux semis chimique ».

Flexibilité

La rotation autorise une certaine flexibilité par rapport aux conditions climatiques mais aussi par rapport aux fluctuations du marché « L'idéal serait que toutes les cultures soient rentables de façon à pouvoir faire de bonnes rotations : cultures sèches/ cultures inondées ». « Si les conditions climatiques sont défavorables, au moment de l'installation du blé à l'automne, j'ai la possibilité de tout passer en riz au printemps. » De plus certains riziculteurs retrouvent dans la rotation des applications théoriques apprises dans leur formation ou dans les manuels : « On est vraiment dans l'agronomie. On va ressortir le « Soltner* » et tout ce qu'on a appris. Il faut raisonner les assolements et les rotations dans la durée sur 5 ou 10 ans pour remettre en état le système agronomique et économique. » Un effet positif de la rotation est évoqué concernant la structuration du parcellaire : « La rotation permet aussi d'aménager les parcelles. Après un blé on fait un très bon travail de nivellement et d'entretien du réseau hydraulique. »

* Auteur de nombreux ouvrages en agriculture

Quelques contraintes

Malgré les nombreux avantages recensés ci-dessus, la rotation peut présenter des contraintes. Ainsi, pour certains, « il n'y a pas de rotation possible sur terre basse », évoquant notamment le problème de la salinité des sols : « Sur les terres basses, le sel est très présent. Avant la culture du riz ici c'était Salt Lake City ! Aucune autre culture que le riz n'est possible ! » D'autres parlent plus généralement du surcoût de matériel que les rotations entraînent, car « chaque culture nécessite des équipements spécifiques : pour le riz, pour les fourrages, pour le colza... »



Le riz, pivot du système de culture

Les pesticides : principale préoccupation technique

La préoccupation technique citée le plus fréquemment par les riziculteurs conventionnels concerne la réduction du panel des pesticides en général et des herbicides en particulier. « Comment réduire les pesticides sur le riz quand déjà il n'y en a pas assez ? On ne va quand même pas arracher les mauvaises herbes à la main. Ou alors, on n'a que 2 hectares ! » « Le problème agronomique aujourd'hui, c'est qu'on n'a plus de produits phytosanitaires. »

La plupart critiquent une réglementation différenciée relative à l'homologation des pesticides entre les différents pays producteurs de riz de l'UE. En effet, certains produits autorisés en Espagne ou en Italie sont interdits en France. « Il y a un problème de disparité d'accès aux produits chimiques entre la Camargue et les autres pays européens. En Italie et en Espagne, il y a pléthore de produits avec des différences de prix énormes. En plus, la résistance des mauvaises herbes à certains produits nous oblige à faire de multiples applications. Le riz va à la catastrophe s'il ne reste plus que deux familles de produits ». Cette disparité accentue la compétitivité de la production rizicole aux dépens des riziculteurs camarguais. « C'est grave d'en arriver au point où si on ne peut pas utiliser les produits homologués en Italie, on ne peut plus faire de riz. On marche sur la tête ! Il faut une homologation européenne. En plus, de nouvelles adventices posent des problèmes : Lindernia, Ammania et Typhas. Le Londax® coûte cher et n'est plus très efficace. Les gens le passent trois fois. »

Les problèmes relatifs aux ravageurs du riz semblent moindres. Un agriculteur précise qu'il « ne traite plus contre la pyrale depuis quinze ans ».

Quelques alternatives

Face à cette forte contrainte un certain nombre de riziculteurs mettent en œuvre des alternatives pour tenter de limiter la pression des mauvaises herbes et plus généralement des pesticides. « Il y a une combine : arriver à mettre l'eau très tôt, l'enlever avant de semer, passer un coup de rotalabour. C'est ce qui passe le mieux, ça tue les triangles, les panisses, les crodos, seulement ça nous fait semer fin mai début juin. » La gestion de l'eau et les dates et modes de semis sont les deux paramètres les plus fréquemment cités : « Faire sécher les bulbes de triangles après un blé, c'est mieux que de les faire germer dans l'eau. Les nouvelles machines devraient permettre d'appliquer des traitements de précision facilités par les pneus basse pression. » « Il y a trop de crodos dans les semences certifiées. C'est pour ça que je produis mes propres semences en épurant à la main ». « Les «assecs» sont très importants pendant la phase d'installation pour lutter contre les chironomes ». « Le riz semé enfoui : c'est moins d'eau, moins de pesticides, moins d'insecticides. »

Les rotations sont également plébiscitées, variables d'un agriculteur à l'autre : « Les crodos, je ne connais pas, je fais des rotations. Pour limiter les attaques de chironomes, je préfère semer plus tard quitte à récolter plus tard ». « Pour lutter contre les mauvaises herbes, il faut faire des rotations mais ça pose des problèmes si on se base sur le riz comme principale culture rémunératrice ». « Je fais du ray grass et du trèfle après un faux semis sur blé, cet ensemble de techniques permet de contrôler les mauvaises herbes. » Un autre agriculteur ajoute « Si on positionne les intrants au bon moment, dans les conditions optimales avec des appareils adaptés, on a de meilleurs résultats ».



M. Daujat

« Nous avons un avantage énorme en Camargue, c'est d'arriver à faire des rotations blé/ riz, qui sont deux cultures complètement différentes. C'est très intéressant sur le plan agronomique au niveau de l'enherbement : on peut faire deux ans de blé sans désherber. Mais on ne joue pas assez la carte du riz de Camargue ! D'ailleurs on se demande à quoi sert à l'IGP. L'interlocuteur qu'on a en face de nous, il s'en fout complètement. Lui ce qu'il veut, c'est de la matière première, la moins chère possible. Ce qu'il veut c'est du riz pas cher ; qu'il soit camarguais, pas camarguais, il n'en a rien à faire ! Alors que nous c'est notre intérêt ! »



Fertilité, fertilisation, gestion des pailles

Le thème de la fertilité, de la fertilisation et de la gestion des pailles est également fréquemment évoqué par les riziculteurs. « En Camargue, il n'y a pas de problème de fertilité des sols même en situation de monoculture du riz. Les analyses de sol montrent qu'il n'y a pas de diminution de la matière organique même si on brûle les pailles. » « Je n'observe pas une correspondance entre les résultats des analyses de sol et la croissance des plantes. Au vu des analyses, mes sols sont si riches que je devrais prendre la pelle mécanique et les vendre ! »

Le broyage et l'enfouissement des pailles sont pratiqués par de nombreux agriculteurs, bien que certains continuent le brûlage des pailles de riz. « J'ai toujours enfoui les pailles de blé pour maintenir un bon taux de matière organique du sol. J'enfouis les pailles de riz depuis un an. » « On brûle en partie les pailles et on commence à enfouir. » « J'enfouis la totalité des pailles de riz par un labour. L'incorporation des pailles c'est bénéfique et ça marche. » « J'enfouis les pailles de riz et de blé pour assouplir le sol et économiser du fioul. Je mets également moins d'engrais et je contrôle mieux les mauvaises herbes. » « On est en train de réfléchir à l'enfouissement de la paille de riz. » « Depuis 2 ans, je broie les pailles puis je les enfouis avec la herse rotative. La paille s'est très bien dégradée. »

Les pratiques de fertilisation et d'enfouissement des pailles sur terres basses sont souvent données en exemple : « Les terres basses sont plus délicates à conduire. Je maintiens en eau pendant la culture, je passe les roues cages puis j'assèche les terres pour les travailler à sec. Sur les terres basses, les pailles sont enfouies depuis des années. » « Les pailles enfouies sur les terres basses permettent de faire des impasses sur la fertilisation de fond. » « Les pailles sont broyées et enfouies. La fertilisation est limitée sur les terres basses car il y a peu de lessivage des éléments minéraux. En 2010, j'ai testé l'impasse d'azote en fumure de fond. »

La question du compost et de l'utilisation de boues d'épurations est également abordée, avec plus ou moins de scepticisme : « Je considère que les engrais organiques ne sont pas efficaces. Je voudrais essayer les composts végétaux pour activer les micro-organismes du sol. » « Je pense que l'épandage des boues de stations d'épuration peut poser des problèmes. »

« Le problème des composts de déchets ménagers, c'est qu'on peut y retrouver de tout : morceaux de plastiques, bouts de verres. Les composts peuvent être intéressants s'ils sont bien traités. »

« Le compost, moi c'est ma grosse crainte. Les déchets végétaux, les déchets verts OK ! Les boues industrielles, les boues urbaines, c'est non ! »

Rendements

Un agriculteur exprime un avis plus global relatif à la stagnation des rendements du riz observée ces dernières années : « La baisse des rendements qu'on a observée ces dernières années c'est parce qu'on travaillait moins bien c'est tout ! Il y a deux ans on n'était pas du tout sur la technique. Il suffit de voir les réunions du CFR, il n'y avait presque personne, ça n'intéressait personne, on avait l'impression qu'on savait tout faire. Il y avait les distributeurs qui faisaient à peu près le travail technique. S'ils étaient bons, ils vendaient ce qu'il fallait. S'ils étaient moins bons, ils vendaient ce qui leur permettait de faire la meilleure marge. »

Les cultures de la rotation

Du point de vue du choix des espèces cultivées, le riz, le blé et la luzerne sont le plus souvent cités. « D'un point de vue organisationnel, agronomique et économique, une rotation idéale serait : 3 années de riz, 3 années de blé, 3 années de luzerne. Cette rotation protège contre les fluctuations des prix et diminue les risques liés au marché. De plus on économise en réduisant les produits phytosanitaires. Actuellement, on essaye de cartographier la fertilité des sols : matière organique, mauvaises herbes, densité de peuplement, pour faire un diagnostic, repérer les situations à problème pour agir de manière pointue sur la culture suivante. » Un autre agriculteur préconise comme « rotation de base sur les terres hautes : 3 ans de riz et 3 ans de blé dur ».

Le blé dur

Même si le blé dur est présenté comme la culture la mieux adaptée et la plus complémentaire avec le riz dans la rotation « un blé semé en 2^e année après un riz donne de meilleurs résultats car on peut mieux préparer les terres », les riziculteurs s'attardent peu sur les atouts ou les contraintes qu'elle pose.



« Le blé dur est compliqué. Il est difficile à installer et si les conditions climatiques accélèrent la maturité, on a un faible poids spécifique et une mauvaise qualité technologique. » « Je cultive le blé dur en extensif. Cela ne m'intéresse pas de faire plus de 20q/ha et ainsi je ne mets pas de frais. »

La luzerne

L'avantage unanime de cette culture, au-delà de la production fourragère qu'elle fournit, est son effet précédent très positif pour les autres cultures et en particulier pour le riz : « J'observe un effet précédent positif y compris en 2^e année » « La luzerne, c'est un non désherbage les deux années qui suivent et c'est une économie d'azote ». « Je préfère un hectare de luzerne qu'un hectare de blé dur ». La luzerne est fréquemment évoquée dans une stratégie de conversion progressive en agriculture biologique. « Je refais de la luzerne aujourd'hui car j'envisage une reconversion en bio des terres hautes. » « Aujourd'hui je me pose la question de convertir les luzernes en agriculture biologique et de faire un riz bio ensuite. » De plus la valorisation de cette production ne pose pas de problème, d'autant que selon certains « il y a une demande terrible pour la luzerne ». « La luzerne peut être valorisée par un voisin qui a un élevage de moutons et un autre éleveur qui a le matériel pour le fourrage. » Des contraintes concernant la spécificité de cette culture sont cependant évoquées : contraintes logistiques, équipements spécifiques...

Les autres cultures de la rotation

D'autres espèces que le blé dur et la luzerne sont évoquées au cours des entretiens pour avoir été déjà cultivées ou envisagées. Elles sont souvent présentées comme des cultures « d'opportunité » si le rapport de prix riz/autres cultures leur est favorable.



M. Guerrini

« L'agriculture englobe l'alimentation humaine, l'alimentation animale, les bio-carburants, l'environnement, la biodiversité. La durabilité, c'est garder la production agricole en utilisant moins de produits chimiques et en gardant la flore et la faune en état : il faut donc pratiquer l'agriculture raisonnée et planter les rotations avec les légumineuses et la luzerne. Comme ça on limite les mauvaises herbes, les apports d'azote et les maladies fongiques. Mais moi, je

ne peux pas le faire et beaucoup de gens non plus. Soit ils n'ont pas assez de surface, soit ils n'ont pas la mentalité pour le faire. ».

Le maïs - Peu d'agriculteurs interrogés en ont cultivé. La principale difficulté évoquée est qu'il favorise les remontées de sel par capillarité. De plus, s'il est bien adapté « aux terres légères, le maïs est impossible sur les terres lourdes ».

Le sorgho - Cette culture possède des atouts et contraintes variés selon les agriculteurs interrogés. « J'ai essayé de faire du sorgho sur 25 hectares. C'est une culture rustique qui s'adapte à toutes les terres. » « Le sorgho n'est pas économiquement rentable mais les produits phytosanitaires du sorgho sont complémentaires à ceux du riz. » « Je ne connais pas encore très bien le sorgho. On en a fait à une époque mais sans avoir de bons résultats. On le faisait en dérobé après le blé dur, pour avoir une troisième culture. » « Pour faire d'autres cultures comme le sorgho par exemple, il faudrait envisager de mutualiser le matériel. »



Le tournesol - Le tournesol présente des caractéristiques semblables à la culture du maïs, il ne convient pas aux terres lourdes et nécessite un matériel spécifique. « J'ai déjà cultivé du tournesol en culture normale et en culture dérobée après blé dur. Cet essai n'a pas été concluant. Le tournesol ne tolère pas le sel. » Deux agriculteurs signalent des problèmes de dégâts provoqués par les sangliers.

Le colza et le soja - Ces deux cultures sont rarement évoquées et peu pratiquées par les agriculteurs interrogés. « Je cultive du colza en tête de rotation. Un seul désherbage antigaminées et 150 unités d'azote additionné de soufre suffisent. » « La rotation riz/colza/blé dur peut-être réalisée sur toute l'exploitation. » « Le soja est impossible sur les terres trop basses. »

Les cultures maraichères - « Il y a la possibilité de louer des terres à des prestataires pour faire des tomates sous contrat. »

Les intercultures - « Les repousses de ray grass sur blé dur sont pâturées et les résidus enfouis constituent un très bon précédent cultural pour le riz. » « Avec les intercultures, j'ai diminué de 20% mes intrants et j'ai augmenté mes rendements de 20 à 25%. »

Les prairies - « Les prairies sont plutôt implantées autour des habitations sur les terres hautes où il n'y a pas de problème de sel. De plus elles créent une « ceinture verte » autour des habitations. »

Les jachères - « Les années de jachère ne sont pas possible car elles représentent un trou économique. » « Si on fait des jachères on risque de perdre des droits à produire. » « Ce serait bien d'avoir une prime pour pouvoir faire une année de jachère pour lutter mécaniquement contre les mauvaises herbes. »

Les autres productions en relation avec la culture du riz

Diversification avec l'élevage - L'élevage apparaît comme un moyen de diversifier les activités, diminuer les intrants, et valoriser les terres basses, ceci est évoqué autant par des éleveurs que par des agriculteurs l'ayant pratiqué ou l'envisageant. « Je ne suis pas attiré par l'élevage mais je pourrais envisager de faire du Limousin. Nous avons eu une manade de taureaux et de chevaux jusqu'en 1982. Elle valorisait les terres basses. »

« L'intégration de l'élevage favorise la diversification et autorise une diminution d'intrants. Les gens qui ont des brebis alors là, au niveau autonomie de fumure, ils sont au top ! »

« Les moutons, ça marchait à une époque parce que les gens gagnaient de l'argent. »
« On commence à se lancer dans l'élevage ovin et on envisage de faire de la vente directe. »

La production d'énergies renouvelables - La production d'énergies renouvelables est jugée globalement favorable par les agriculteurs, mais avec des avis partagés quant aux ressources utilisées.

« Ce qui me choque, c'est de faire rouler les voitures avec de l'éthanol. Il y a cent autres possibilités de se déplacer sans mettre du maïs ou du colza dans les réservoirs. »



M. Mégias

« Avec le vent et le soleil, la Camargue est une région favorisée pour la production d'énergies renouvelables : éoliennes, panneaux voltaïques, mais avec de petites structures pour ne pas dénaturer le paysage. »



Synthèse partielle

Les contraintes techniques sont fortement dépendantes du milieu physique et en premier lieu, de la salinité. En effet, la rotation indispensable pour gérer la fertilité du sol est parfois impossible sur les terres basses. La culture du riz pivot du système de culture se heurte à la réduction du panel des pesticides. Ce fait constitue une préoccupation majeure pour les riziculteurs, d'autant plus que la réglementation européenne concernant leur utilisation est différenciée par pays producteur de riz. L'impact des produits chimiques sur l'environnement et sur la santé interroge et inquiète certains utilisateurs. Des alternatives à la lutte chimique sont mises en œuvre en particulier par ceux qui sont engagés dans une conduite en agriculture biologique. La gestion des mauvaises herbes demeure dans tous les cas une contrainte majeure. La question de la fertilité et de la fertilisation est soulevée, de même que la gestion des pailles de riz, pour lesquelles les pratiques de brûlage ou d'enfouissement sont controversées. Certains agriculteurs s'inquiètent également de l'utilisation ou non des boues de station d'épuration.

Le milieu physique camarguais offre aussi de nombreux atouts lorsque la contrainte de la salinité est levée. Certains agriculteurs nous disent que les sols sont relativement fertiles et riches en matière organique. La rotation entre le riz et les cultures «sèches» est perçue comme un élément favorable pour gérer la fertilité des sols. Dans cette rotation, la culture de la luzerne est présentée comme un atout majeur. Au-delà de la production de fourrage, son effet précédent est jugé comme très positif pour les autres cultures et en particulier pour le riz. D'autres cultures comme le tournesol, le colza et les cultures maraichères sont citées comme pouvant s'intégrer dans la rotation, bien que la diversification des espèces pose des problèmes d'installation en succession du riz mais aussi d'équipement spécifique et d'organisation.





Durabilité des systèmes de production rizicole : analyse des points de vue économiques

Fluctuations des prix et incertitudes

Une grande majorité des riziculteurs s'accorde à dire que la forte fluctuation des prix des produits agricoles et la réglementation les empêchent de pouvoir s'adapter et de planifier les activités en fonction des contraintes organisationnelles, structurelles et environnementales. « Le problème économique c'est qu'on ne maîtrise plus le prix du riz. Aujourd'hui [en 2010] je ne sais pas encore combien on va me payer le riz récolté en 2009. La coopérative devrait nous garantir un certain prix, mais aujourd'hui la coopérative ne nous appartient plus. On n'a plus les clés en main. On ne maîtrise pas le prix du riz mais on peut maîtriser les coûts. Il faut diminuer les intrants! »

Ces contraintes et incertitudes ont des impacts directs sur la gestion de leur trésorerie et leurs activités. « Avant on faisait un prévisionnel sur cinq ans aujourd'hui avec la fluctuation des prix ce n'est plus possible ». « Il faut être hyper prudent en matière de raisonnement économique, ne pas avoir les yeux plus gros que le ventre et ne pas se mettre dans des situations d'endettement insupportables. » « On n'a aucune certitude sur l'avenir dans on essaye d'être plus autonome. Il faut trouver des solutions pour vivre de nos terres donc il faut trouver des idées, on anticipe, on calcule, on réfléchit. »

Beaucoup dénoncent un changement et une remise en question du métier d'agriculteur par le monde extérieur : « Aujourd'hui si vous voulez être un agriculteur sérieux vous passez la moitié de votre temps dans un bureau à remplir des documents administratifs : de la conditionnalité, de la traçabilité, de la gestion du personnel, du machin...c'est plus notre métier ! » « Veut-on des agriculteurs pour produire ou pour entretenir des paysages ? Dans les deux cas il faut que les décideurs disent ce qu'ils veulent et qu'ils en donnent les moyens. » « On n'a aucune visibilité sur l'avenir. La philosophie agricole et la philosophie du business ne sont pas compatibles. »

Valorisation de la production, organisation des marchés et effets d'échelles

Le label IGP (indication géographique protégée) est perçu comme la certification d'une qualité du produit mais aussi comme une contrainte et les producteurs se situent dans une posture de soumission par rapport aux metteurs en marché.

« Les grosses marques n'ont pas envie de communiquer sur le riz de Camargue. On a tout à perdre du mauvais comportement de quelqu'un. Le premier qui met un riz OGM ici, ou qui met quelque chose d'interdit, on ne vend plus un kilo de riz. Le jour où l'image de Camargue sera écornée par quelque chose, on ne vendra plus un kilo de riz. L'intérêt de l'IGP c'est la traçabilité. »

Si le label IGP a pour vocation d'apporter une visibilité sur le marché national et international, son succès est parfois contesté. « C'est vrai que l'IGP ne marche pas très bien, mais il faut produire un riz de qualité. Il y a des niches même si elles ne concernent pas toute la production ». « L'IGP ne me rapporte rien. On ne communique pas assez sur le riz de Camargue. »



M. Arnaudo

« La filière s'en fout du riz de Camargue. Le riz de Camargue n'est pas connu dans le monde. Les collecteurs ne cherchent pas un riz, ils cherchent un prix le plus bas possible. Si demain il n'y a plus de riz en Camargue, dans 5 ans il n'y a plus rien. La Camargue c'est un équilibre fragile entre eau douce et eau salée. L'IGP était une bonne idée parce que ça défendait notre riz par rapport à l'Italie et à l'Asie. »



Surtout, les agriculteurs dénoncent une relation déséquilibrée au sein de la filière, voire une filière désorganisée où le producteur n'a aucun pouvoir sur la vente de son produit mais est soumis à de fortes contraintes de production. « Les riziculteurs français n'ont aucun poids sur le marché du riz. Le problème c'est que les marchés sont désorganisés. » « Il y a de la qualité. Cette qualité aujourd'hui c'est les industriels qui en profitent. Il faut en faire profiter les producteurs. »



M. Blohorn

« La nouvelle loi de modernisation agricole prévoit que l'agriculture soit contractuelle : et ça c'est une bonne chose ! Il faut la mettre en action même pour le riz et pour les autres céréales. Comme ça on va savoir combien seront payées nos cultures avant de les semer. Si on me dit « on va vous payer 250 euros la tonne pour votre riz », je ne ferai pas de riz ! Je ferai autre chose ».

Certains manifestent leurs inquiétudes vis-à-vis de la production de riz camarguais perçue comme fragile, trop petite pour être concurrentielle sur les marchés, et vis à vis d'une filière manquant de transparence.

« On est trop petit pour influencer sur la politique de Bruxelles, trop petit pour influencer sur les boîtes phytos, trop petit pour avoir une recherche variétale sur la zone Camargue, on est trop petit pour tout ! S'il y a 50 gros riziculteurs qui arrêtent, c'en est fini de la riziculture. Ce n'est pas le petit riziculteur bio avec ses 15 ou 20 hectares qui va faire marcher les silos. L'IGP sert de caution en disant « regardez on se conduit bien » mais autour il y a des types qui font n'importe quoi. Ça fait 30 ans que j'essaye de faire du riz, on me dit toujours que mon riz il n'est pas assez rond, pas assez long et on vous l'achète pour vous faire plaisir parce que ça vient de Camargue. Mais techniquement, on a fait des études là-dessus, la ménagère elle veut du riz incollable, elle s'en fout d'où il vient ! On ne peut pas distinguer le riz de Camargue des riz espagnols, italiens ou même chinois. On fait du riz parce qu'économiquement ça correspond à une demande environnementale. Si demain on estime que le riz ne joue plus un rôle positif et que ça manque à personne, pourquoi continuer à le subventionner ? Ce serait une erreur économique. Ma vision du truc, c'est que toute l'Europe viendra autour de la Méditerranée pour passer ses vacances. »



M. Griotto

« Pour moi c'est très important d'avoir un bon contact entre le producteur et l'acheteur final : et entre les deux, la filière doit être transparente. Dans le système actuel c'est tout à fait différent, l'organisation de commercialisation ne veut surtout pas que le consommateur connaisse le producteur. C'est pour ça que je dis que les vraies filières n'existent plus.

Le marché « bio » prend exactement la même direction que le marché conventionnel, les mêmes règles, les mêmes paramètres, avec l'emballage en plastique, le transport etc., et donc on prend les mêmes travers. Pour avoir une mangue par exemple ! Où on va ! ? Les structures commerciales bios se calquent sur celles des produits conventionnels, et donc on prend les mêmes taxes.

Malheureusement on va aller de plus en plus vers les systèmes de grande structure d'entreprise. C'est irrémédiable : l'agriculture est structurée sur le modèle industriel et commercial. Toutes les valeurs qui ont fait l'agriculture jusqu'à aujourd'hui : la famille, la relation avec la terre, etc. n'existent quasiment plus depuis 1985. »



La question des aides : nécessité, contrainte et conséquences

Les échéances et les débats concernant le devenir de la nouvelle politique agricole au niveau de l'Union Européenne (PAC) conduisent à des prises de position très diverses et parfois contradictoires du point de vue de la nécessité et du rôle des aides compensatoires attribuées aux producteurs.

Certains riziculteurs considèrent les aides comme indispensables, tout en critiquant leur existence et leurs travers. « Si la PAC est supprimée, toute l'agriculture française peut déposer le bilan. » Ces critiques sont diverses et plus ou moins fortes selon les agriculteurs interrogés. Les aides ne valorisent pas le travail de l'agriculteur, mais en même temps sont souvent indispensables pour maintenir l'activité agricole. Beaucoup préféreraient cependant que leurs revenus proviennent avant tout de leurs productions.

« Ce ne sont pas les agriculteurs qui ont instauré les primes. C'est dû au fait qu'on était sur le marché mondial. Parce que qui dit primes dit fainéant, profiteur. C'est vrai qu'il y en a certains qui en ont profité. L'agriculteur n'aimait pas les primes parce que ça ne met pas une vraie valeur sur le travail fourni et sur les résultats obtenus ».

« Pour garder la PAC je pense que la Camargue est bien défendue, avec le Parc qui promeut la complémentarité des zones naturelles et des zones cultivées : je pense en particulier à l'apport de l'eau douce qui dessale les terres et qui protège la flore et la faune comme c'est le cas actuellement ».



M Guillot

« Aujourd'hui on a un peu perdu notre autonomie. Si demain vous enlevez la PAC on est mort ! On a besoin de la PAC pour continuer à vivre et ça c'est quand même grave !

Moi je pense que ce qui va nous permettre de continuer dans ce métier c'est de devenir un commercial. Alors comment ? A quel niveau ? Ça va être compliqué, mais il va falloir qu'on s'y mette ! Et l'avantage de faire de la vente directe c'est que tous les jours vous avez des rentrées d'argent et au niveau de votre trésorerie c'est super ! Le problème, quand on livre à la coopérative ou à un organisme stockeur, c'est qu'on a des rentrées d'argent que 2 fois par an. »

« Le système des subventions est un système malsain : c'est totalement anormal qu'un exploitant fasse son résultat grâce aux primes. On n'est pas récompensés par notre travail. Les rendements des cultures ne couvrent que les charges, et encore, pas toutes les charges ! Ça ne m'intéresse pas de travailler pour les primes : autant mettre tout en gel volontaire et toucher les primes ! Le système des primes n'est pas valorisant. Je les prends quand même, car je suis obligé de les accepter, avec le blé à 180 euros et le riz à 250 euros la tonne ».

« Le système de primes compensatoires est pernicieux. Ça encourage à faire de la « surface » mais pas de la qualité. Par ailleurs le système des aides PAC a incité les agriculteurs à s'agrandir ».

Le devenir de la PAC est souvent mis en question, le maintien ou non des aides préoccupe l'ensemble des agriculteurs, certains sont plus confiants que d'autres.

« Il vaudrait mieux payer le produit au juste prix et supprimer les aides. La PAC n'incite pas les gens à travailler. C'est une assurance. Pour compenser les primes, des solutions existent, par exemple un accès gratuit à l'eau ou un allègement des taxes foncières sur les terres agricoles ».

« Les primes devraient être liées aux cultures y compris aux friches et pas à l'exploitation. Les primes devraient encourager les rotations. Les années de références conduisent à des injustices ».



« Je pense que les subventions vont diminuer. Elles vont être plafonnées avec des contraintes supplémentaires. De toute façon en dehors du riz et du blé il n'y a rien d'autre qui pousse. Notre option alors ce sera le tourisme. Le système de subventions pour compenser la baisse des prix a dégradé la volonté de bien faire des agriculteurs ».

« Les aides seront forcément maintenues après 2013 sinon il faudrait doubler le prix du riz ce qui est impossible, car cela créerait une inflation insupportable. Politiquement, il va falloir maintenir les aides. Sous une forme qui peut être celle du Grenelle. C'est pour ça qu'il faut être déjà dans la démarche. Les prix des produits payés au cours mondial et compensés par des primes ont aussi pénalisé les organismes de collecte, qui ont vu leur chiffre d'affaire baisser. »

Le poids des structures foncières

Le marché des terres agricoles est toujours à la hausse et le prix des terres n'autorise plus, non seulement les agrandissements, mais surtout les nouvelles installations de jeunes agriculteurs. De ce fait, ce sont essentiellement les grandes sociétés extérieures à la Camargue qui acquièrent les terres mises en vente. Par ailleurs, les bâtiments souvent anciens et le réseau hydraulique représentent des charges d'entretien importantes.

« Le foncier est trop cher. C'est très difficile pour un jeune de s'installer. C'est mission impossible ! »

« L'agriculteur c'est devenu un chef d'entreprise. Il faut faire au minimum 100.000 euros de chiffre d'affaire pour sortir la tête hors de l'eau et il faut 200 hectares pour gagner le Smic. Il n'y a pas beaucoup de gens qui vont investir 2 millions d'euros pour gagner le Smic. Il vaut mieux mettre l'argent à la banque. »

« Il faut au moins 200 hectares pour que ce soit viable. 110 hectares c'est rien du tout ! La SAFER n'arrive pas à maîtriser les prix du foncier. Les terres échappent aux agriculteurs locaux. Il n'y a plus d'installation. Avec le prix des terres, le coût des emprunts, l'achat du matériel, ce n'est plus rentable de s'installer. Il faut arrêter de regarder la Camargue comme au XIX^e siècle avec les taureaux et les chevaux. La difficulté pour les agriculteurs c'est aussi de maintenir le patrimoine bâti quelquefois de bâtiments qui ne servent à rien. »

« Il nous faudrait 20 hectares de plus, 60 hectares au total ce serait parfait pour nous. Passer la totalité en bio si on peut le faire, on le fait. Il faut vraiment qu'on arrive à en vivre. Les investissements pour remettre la propriété en état sont très lourds en particulier l'hydraulique. »

Une régulation économique rendue possible par une diversification des activités

Nous l'avons vu, la production céréalière basée sur la culture du riz et du blé dur est soumise, notamment ces dernières années, à de grandes fluctuations des prix du marché qui ne permettent pas de se projeter aisément dans des dynamiques de développement ambitieuses, en tout cas pour les exploitations agricoles qui fonctionnent sur un mode de structure «familiale». La diversification des activités agricoles pourrait permettre une certaine stabilisation économique au sein des exploitations rizicoles tout en garantissant une plus grande autonomie.



M. De La Houplière

« Le débouché local, c'est l'idéal ! Si nous en Camargue, on pouvait vendre notre riz en France, le vendre bien et sortir des schémas conventionnels, on aurait tout à gagner. Mais il faut se garantir d'une filière stable. Si effectivement on contrôlait cette filière, on pourrait dire ce que l'on veut et ce que l'on ne veut pas. Si on pouvait faire une grosse AMAP au niveau du riz, vendre le riz de Camargue qu'on est capable de transformer, d'ensacher et de commercialiser comme on a tenté de le faire quand on a créé « Cap Camargue » ce serait l'idéal ! »



« Par ordre décroissant, les cultures les plus rentables sont les prairies, les luzernes, le blé dur et le riz. On est obligé de faire du riz pour dessaler. La diversité des productions fait en sorte que les entrées d'argent sont échelonnées sur l'année. Les prairies font rentrer de l'argent en hiver, le riz en automne, le blé dur en été. C'est un aspect important. »

« On essaye de diversifier au maximum pour rendre l'exploitation rentable en intégrant la luzerne et l'élevage. Les aides pour l'élevage ovin fonctionnent à partir de 50 brebis. Voilà le minimum qu'il nous faudrait. Si les gens peuvent rester sur le riz ils le font au maximum en raison des aides qui sont perçues. Certains riziculteurs n'ont connu que l'agriculture conventionnelle, ils sont habitués à ce système et ils ne veulent pas en sortir, ils ne veulent pas voir autrement. C'est riz, riz, riz ! Les biocarburants, colza, tournesol...ça c'est terminé, le prix n'y est plus, il n'y a plus de débouchés. »

« Les deux axes très importants à prendre en considération pour l'avenir et le maintien de l'agriculture en Camargue, sont les « produits phytosanitaires » et « la diversification » comme l'implantation des panneaux solaires. Le revenu généré par les panneaux solaires, connu en avance et stable, aiderait le programme d'investissement dans l'activité agricole et dans l'infrastructure. Ça pourrait constituer une trésorerie. Actuellement il n'a pas de trésorerie. Les retombées bénéfiques sur l'activité agricole seraient très évidentes. L'argent serait réinvesti dans l'activité agricole car c'est l'activité principale et il faut qu'elle le reste. Pour qu'un tel projet soit acceptable il faut qu'il reste dans un contexte agricole. »

« Petit à petit on essaye de devenir autonome. J'arrive à avoir pas mal d'autonomie, c'est vrai, le seul investissement c'est la semence. Si demain les subventions PAC sont réduites, avec la valorisation de mes produits en bio, je serai beaucoup moins touché qu'un agriculteur conventionnel. »

« Les gîtes payent bien et sont très importants pour la viabilité de l'exploitation : mais je trouve que c'est anormal qu'il faille des gîtes pour faire tourner l'entreprise, car c'est quand même du travail supplémentaire. C'est anormal d'être obligé de multiplier les activités et d'accroître le travail pour être viable. »

« J'ai aménagé des gîtes pour conserver la valeur du bâti et dégager un revenu non agricole pour l'exploitation. Cependant, l'accueil en gîte est incompatible avec les panneaux solaires qui gâchent le « cachet » du bâti. »

Outre la diversification des activités de production, l'ouverture à de nouveaux débouchés et des formes de mise en marché alternatives sont envisagées par quelques agriculteurs. Les circuits courts (AMAP, vente directe) pourraient permettre une gestion de trésorerie plus facile, avec des entrées d'argent plus échelonnées, une augmentation des bénéfices et une meilleure autonomie.

« Je vais essayer la vente directe mais c'est un autre métier. Aujourd'hui on est des agriculteurs, demain il faudra qu'on soit des commerciaux. Pour la viande on vend en vente directe et ça marche très bien. La marge aujourd'hui, il faut la calculer sur 5 ans. »

« L'agriculture biologique est une agriculture de niche qui peut se développer sur les zones proches des villes permettant une vente directe qui ne peut intéresser que les petites structures familiales qui font du maraîchage. J'en ai fait du bio. Avec des légumes sur des terres neuves ça peut marcher. »

« Il faut actuellement un regroupement de mille hectares de riz pour avoir cinq mille tonnes de riz pour pouvoir faire « quelque chose ». Le regroupement pourrait être une société anonyme de plusieurs exploitations mais il faut que les gens dedans acceptent la direction générale sur les variétés à cultiver par exemple : il faut qu'il y ait une gestion commune. Il pourrait y avoir dix exploitations dans ce genre de système. A cette taille on pourrait faire une petite rizerie. Les Italiens ont créé ce genre de système pour mieux s'organiser et avoir une certaine autonomie : en Camargue on ne sait pas le faire. Je n'ai jamais trop réfléchi sur la possibilité d'incorporer les animaux sur le domaine et je considère que je ne peux pas tout faire. Mais dans le cadre d'une structure d'un regroupement de mille hectares ce genre de complémentarité pourrait être envisageable. »





Synthèse partielle

Une grande majorité des riziculteurs rencontrés évoque la grande fluctuation des prix des produits agricoles et la réglementation comme des handicaps importants. Ces handicaps les empêchent d'avoir une visibilité suffisante pour pouvoir adapter et planifier leur activité en fonction des contraintes organisationnelles, structurelles et environnementales qu'ils ont à gérer.

Ils considèrent par ailleurs que la production rizicole camarguaise est trop marginale pour pouvoir peser sur les marchés mondiaux. Ils reprochent également à la filière de s'occuper prioritairement de l'aval sans prendre en compte les contraintes spécifiques de la production.

Certains riziculteurs considèrent les aides comme indispensables mais ils préféreraient que leur revenus proviennent avant tout de leurs productions. Du point de vue des structures foncières, le prix des terres rend difficile l'installation des jeunes agriculteurs. Par ailleurs l'entretien des bâtiments et du réseau hydraulique représentent des charges financières pour les exploitations.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre relatif aux points de vue techniques, la diversification des activités agricoles au sein des exploitations familiales pourrait permettre une stabilisation économique tout en garantissant une plus grande autonomie financière.





Durabilité des systèmes de production rizicole : analyse des points de vue sociaux

Être agriculteur aujourd'hui

Le métier d'agriculteur en général et de riziculteur en particulier évolue sans cesse. Le regard des autres vu à travers le prisme quelquefois déformant des médias, interroge le regard sur soi qui peut se traduire par une remise en question du métier d'agriculteur.

« Aujourd'hui, on est plus dans un système paysan, dans l'esprit de quelqu'un du pays mais dans un système industriel. Mais est-ce qu'on veut les paysans pour entretenir les paysages ou les agriculteurs qui produisent pour exporter : pour moi ce n'est pas clair. On veut les deux ! Le problème est là, on n'a pas encore pris la décision et on veut les deux à la fois ! »



M. Giran

« L'agriculture durable c'est une certaine idée française de l'agriculture : c'est les paysans dans leurs fermes, qui en vivent. Ce n'est pas nécessairement l'agriculture contraignante imposée par les bureaucrates de Bruxelles concernant l'utilisation des produits phytos ou nos modes de production « bio » ou pas « bio ». L'agriculture durable c'est une agriculture humaine. J'ajouterais qu'il faut arrêter de dire que les riziculteurs camarguais polluent

les eaux du Rhône, alors que cette pollution se produit tout au long de son parcours depuis la Suisse. »

« Le durable, c'est un peu à la mode mais ça a toujours été d'actualité. Il faut produire pour nourrir le monde et respecter la nature. Ce n'est pas évident. La presse pointe du doigt les agriculteurs. On monte les gens les uns contre les autres. C'est notre société... »

« Les pesticides : qui les utilise ? Qui pollue ? C'est l'agriculteur ! Mais qui est-ce qui dit "les pauvres agriculteurs, on les a forcés à utiliser un produit qui est dangereux pour la santé et pour la planète ?" Personne ! Déjà parce qu'on a des exploitations trop grandes, on devient honteux, ensuite, on devient honteux parce qu'on utilise des pesticides, parce qu'on ne fait pas que du bio. Il y a plein de raisons pour lesquelles on a honte ! »

« Le bio c'est un autre style de travail, c'est une autre vision. Maintenant quand je me promène dans les rizières et que je vois un peu d'herbe par ci par là, ça ne me travaille pas les méninges. Au départ je n'y croyais qu'à moitié parce que j'étais tellement conditionné au conventionnel comme beaucoup d'agriculteurs camarguais. Nous en bio on est considéré un peu comme des marginaux. On parle d'agriculture raisonnable. C'est eux qui ne sont pas raisonnables. Les camarguais, ils sont têtus ! En Camargue, il y aura toujours de l'agriculture parce que les gens, il faut les nourrir. D'années en années quand tu commences à passer les paliers, que tu dénoues les situations culturelles, et tu vois que ça fonctionne, ça confirme ce que tu pensais et ça t'encourage. C'est ça aussi le bio, c'est très compliqué le bio, très compliqué... »

Certains dénoncent le manque de consultations auprès des agriculteurs par les institutions ; et des décisions de réglementation et de politiques publiques parfois difficilement applicables.

« Les agriculteurs ont la mission de nourrir le monde soit par autoconsommation soit en produisant pour le marché. La France n'assurera pas son développement durable. On n'a pas consulté les agriculteurs à propos de l'agriculture durable. Il faut voir la réalité des choses. On balance le développement durable, mais c'est quoi ? Il y a quoi derrière ? Il faut peut-être trouver un équilibre dans le milieu. Le développement durable d'accord mais pas à n'importe quel prix, pas au détriment de l'homme. Selon les médias, « agriculteur égal pollueur ». Un agriculteur fait face à beaucoup de choses : les marchés, les clients, le milieu naturel, le climat. Beaucoup d'industriels n'accepteraient pas d'avoir autant de paramètres inconnus. »



M. Poujol

«Le bio redonne de la dignité au métier de paysan. C'est un maillon de l'agriculture durable, un maillon locomotif. La figure de proue ! C'est une agriculture nouvelle.

On reste fidèle à de vieilles traditions, et on les revisite en mettant au point des techniques très modernes d'agriculture durable qui sont un petit peu novatrices et innovantes aujourd'hui.

On discute nos prix, ce qui est essentiel dans le bio. Que ce soit le riz, que ce soit la viande d'agneau. On n'est pas dépendant du bon vouloir d'un acheteur, au contraire, il y a un vrai partenariat. On a aussi la possibilité de vendre en circuit court...c'est donc dans tout ça que le bio redonne de la dignité au métier de paysan. On retrouve les valeurs anciennes, quoi... les bonnes valeurs, où on discute son bout de gras.»

Être agriculteur, c'est également pour certains, défendre des valeurs, ce qui s'exprime notamment par un profond attachement au territoire.

«Agrandir l'exploitation, prendre des terres, on risque de perdre la notion de transmission de l'exploitation et la notion d'humanisme. Ils ne pensent qu'à amortir leur matos pour acheter quoi? Du matos! Et on tourne en rond, on se mord la queue. Je suis fier d'être paysan agriculteur, proche de ma terre et voulant céder ma terre à d'autres. Les gens qui s'installent et qui ne sont que des gestionnaires et qui ne font que de l'agroalimentaire à gros coup de matériel agricole ne pensent pas à ce qu'ils vont laisser derrière eux. Pour moi, quelque part, embaucher quelqu'un c'est une réussite sociale. La récolte des fruits c'est une grande leçon de vie parce que tu apprends beaucoup en côtoyant des gens qui viennent d'origines très différentes.»



M. Roussel

Je fais partie des gens qui sont attachés à la terre. Je ne suis pas agriculteur en désespoir de cause mais pour défendre un territoire avec les valeurs qu'il y a dessus. L'agriculture, on sent très bien que si on continue avec les engrais et les produits de traitements qu'on met, on va dans le mur. On impacte les eaux, la flore la faune et les sols. On ne peut pas continuer comme ça. Mais en même temps on a besoin de produire dans une cohérence économique.

J'en parle assez souvent du bio parce que ça m'intéresse intellectuellement. Ça veut dire qu'il faut rentrer dans un système herbager. Moi ce qui me gêne c'est que c'est une rétrogradation. Qui va accepter de revenir au crayon à papier et de vivre sans téléphone ? L'agriculteur il a droit au progrès lui aussi, si c'est pour revenir à la pioche... ! La motivation écologique est véhiculée par des gens qui ont de l'argent, ils veulent des espaces sans rien : pas de culture, pas de chasse, seulement des chevaux, des taureaux et des flamants roses. Les agriculteurs bios que je connais, ils meurent de faim, ce n'est pas rentable leur truc ! C'est beaucoup de travail pour une faible rémunération. Le bio c'est un peu comme si on disait on va éteindre la lumière et on va vivre à la bougie. On va tous revenir aux chevaux, à biner les rizières et à repiquer. C'est un peu une vision de carte postale.



Entre isolement et solidarité : une demande d'échanges et de rencontres

On vient de le voir dans le chapitre précédent, le métier d'agriculteur (riziculteur) est un métier complexe, difficile, où le contact avec des pairs n'est pas toujours possible du fait d'une disponibilité limitée et d'un isolement relatif. De ce fait, même si elle peut paraître quelquefois contradictoire, la demande de rencontres et d'échanges est sollicitée par de nombreux riziculteurs interviewés.

Cette demande se manifeste au niveau d'une demande de formation, d'échanges de compétences et de savoir-faire : « il faut savoir s'entourer. Le côté humain est très important. On ne peut pas savoir tout faire, et on touche à tellement de compétences différentes qu'on ne peut pas être au top partout. »

« Aujourd'hui à l'école on forme des techniciens et pas des tractoristes. On n'a personne de compétent pour conduire le matériel. »

« Orpesa*, c'était super ! »

* Organic Rice Production in Environmentally Service Areas, séances de formation participative en riziculture biologique

« Je crois qu'on a perdu beaucoup de savoir-faire. Il y a des formations proposées mais actuellement on n'a pas le temps pour se former. On est un peu réticent avec tous ces traitements qu'on utilise sur les cultures. On ne le crie pas sur les toits mais on sait qu'il y a des soucis, on se pose des questions. C'est une folie de vouloir mettre toujours plus de produits, il faut trouver une autre solution. Certains riziculteurs n'ont connu que l'agriculture conventionnelle, ils sont habitués à ce système et ils ne veulent pas en sortir, ils ne veulent pas voir autrement. »

Certains déplorent le manque de réunions et de communication au sein de la profession, mais également avec l'aval de la filière et les consommateurs. L'isolement relatif, du fait de la nature des activités agricoles est parfois perçu comme un manque de solidarité locale, et d'entraide.

« Aujourd'hui l'agriculteur est un peu seul au monde avec ses problèmes multiples de main d'œuvre, de production, de rentabilité. Avant il avait toute sa communauté autour de lui pour le soutenir (...). Ceci explique le nombre de suicides dans le monde agricole. Il y a un gros effort à faire pour travailler plus collectivement. Individuellement, [on] ne va nulle part ! »

« Moi j'aime bien être ouvert aux autres, faire partager mes passions j'aime beaucoup. »

« Il n'y a pas assez de réunions pour pouvoir échanger sur les différentes expériences. Les réunions qui ont lieu sont trop formelles. Des échanges avec d'autres riziculteurs, y compris d'Espagne ou d'Italie ou ailleurs seraient nécessaires pour pouvoir évoluer. »

« Il y a beaucoup de choses à améliorer. Déjà, il y a un déficit de communication, une méconnaissance complète des consommateurs. L'entraide est une bonne chose car elle permet d'avoir de vrais échanges sur ce qu'on fait et sur des expériences qui restent locales et efficaces. L'entraide est possible parce qu'on est en agriculture familiale et pas industrielle. Jusqu'à présent personne ne savait ce que faisaient les autres. L'autre était l'ennemi. »

« Maintenant on discute entre nous soit au sein du Parc Naturel Régional de Camargue, du Centre Français du Riz, du Syndicat Mixte. Par exemple, on réfléchit ensemble sur la traçabilité, le riz le moins impactant pour l'environnement. Maintenant, c'est tous ensemble. »

« On est dans une région où il n'y a pas vraiment de solidarité. Il faudrait être plus solidaire. Il faut que les gens s'intéressent à ce que font les autres. Je voudrais bien savoir s'il n'y a pas des gens qui voudraient bien nous communiquer leur savoir-faire. »

« La vie à la campagne est plus dure qu'en ville, l'isolement peut être difficile à vivre en particulier pour les femmes. »

« Il n'y a pas assez de communication entre les riziculteurs. Je suis révolté de voir qu'il y a si peu de participants aux réunions du Centre Français du Riz. Il faut aller vers les gens. C'est le relationnel qui compte, répondre aux questions que se posent les consommateurs, leur expliquer ce qu'on fait. On n'a pas de raison de ne pas être fier de ce qu'on fait. Il faut qu'on montre l'évolution de là où on vient et là où on va, et que lorsqu'on nous donne une solution alternative ou un produit propre on l'utilise. »



Quelques réflexions à méditer pour l'avenir

« Vous parlez de la Camargue dans le monde, tout le monde sait ce que c'est. Ça ne sert à rien de râler, il faut agir. Trois imbéciles qui marchent vont plus loin que trois intelligents qui parlent. »

« Les français se croient souvent supérieurs, même à l'Inra ! Ils croient toujours avoir tout juste et ils font parfois des erreurs. »

« Je suis optimiste parce que l'agriculture c'est la seule chose qui va se maintenir. S'il y a une crise ce sera un refuge, si il n'y a pas de crise, il y la croissance qui favorisera la demande. »



M. Grossi-Méric

« L'avenir pour l'agriculture, c'est une agriculture raisonnée peu dévoreuse d'énergie, qui privilégie le rendement économique au rendement agronomique, et qui cherche à faire des produits de qualité à condition qu'ils soient bien payés c'est tout ! S'il n'y pas ça c'est la fin de l'agriculture d'entreprise !

Toute l'intelligentsia de nos familles agricoles ne viendra plus à l'agriculture, les gens qui font l'agro, ils vont dans la banque, ils vont dans l'assurance, ils vont dans l'agroalimentaire, ils ne prennent jamais une propriété, c'est fini ! Est-ce que la société en a pris la mesure. De surcroît se pose le problème de la transmission des structures foncières avec le risque de morcellement pour assumer les charges de mutation successorale. »

La durabilité dans l'agriculture c'est quelque chose qu'on voit de manière plus pérenne qui permet de se projeter dans l'avenir pour pouvoir essayer d'avancer, de se lancer dans des projets, des idées, sans avoir peur que la situation change rapidement, de se retrouver coincé, voir même de se retrouver ruiner, tout perdre.... L'agriculture, c'est long, c'est lent. Et on apprend avec le temps, c'est le cas de le dire.

Il y a encore des compétences, il y a encore pas mal de choses mais si on sautait, par exemple, une génération ou deux en ne faisant plus rien... Pour retrouver ce savoir, ces compétences, et ben toujours les délires !.... le savoir se transmet de père en fils dans l'agriculture en France en grande majorité... alors, l'autosuffisance, oui, je pense très sincèrement qu'un jour on pourra avoir des problèmes.

Si on veut retrouver une harmonie et une confiance entre les consommateurs et les producteurs, il faut absolument que les producteurs quels qu'ils soient, qu'ils soient des petites exploitations ou des grandes fassent un effort de communication par rapport à leurs techniques et aux mesures qu'ils prennent pour montrer qu'eux aussi l'environnement c'est leur truc, c'est leur vie, c'est leur métier.

Cette unité familiale qu'on est en train de détruire, la dessus je suis clair, mais l'unité familiale, c'est ce qui faisait que t'avais la transmission t'avais tout ça, aujourd'hui tu n'as plus l'unité familiale.





Synthèse partielle

Le regard souvent critique que portent aujourd'hui la société et les médias sur l'agriculture se traduit par une remise en question du métier d'agriculteur. Ce métier qui évolue sans cesse et qui fait appel à de nombreuses compétences est très complexe. De plus les formations techniques sont souvent inadaptées à cette évolution. Par ailleurs le manque de disponibilité lié à la nature des activités agricoles, a pour conséquence un isolement relatif qui s'accompagne d'une absence de solidarité. Ce sentiment conduit à solliciter des moments et des lieux de rencontres et d'échanges entre riziculteurs « d'ici et d'ailleurs ».

Le métier d'agriculteur apporte aussi des satisfactions notamment dans sa mission de « nourrir le monde » et de défense d'un territoire avec toutes ses valeurs.





Durabilité des systèmes de production rizicole : analyse des points de vue environnementaux

Des pratiques respectueuses de l'environnement

Les exemples de pratiques respectueuses de l'environnement sont nombreux ; la plupart des agriculteurs souligne l'importance de prendre en compte cette dimension dans leur activité agricole, comme en témoignent ces extraits. « L'environnement est super important. Dans le durable, il y a l'environnement mais il y a aussi l'économie. »

« Depuis 10 ans j'ai planté 480 arbres. Vous pensez que ça nous amuse de mettre des produits qui sont dangereux pour notre santé ? Dans les rizières, il y a du riz et des mauvaises herbes. Si je ne traite pas les mauvaises herbes, je ne pourrai plus cultiver du riz. Si je ne cultive pas du riz les oiseaux d'eau ne reviendront plus. C'est donc un acte écologique que je fais en même temps qu'un acte économique lié à la production de riz. »

« Je n'utilise pas l'hélicoptère parce que les arbres ça compte. Je ne traite pas les bords des rizières parce que l'eau après être passée dans la rizière, je l'utilise dans mon marais pour les animaux, pour les canards et je ne veux pas mettre de l'eau empoisonnée. ». « Aujourd'hui il faut bien comprendre que le riz de Camargue c'est le riz le plus pointu, et le plus propre au monde. »

« J'observe une augmentation de la biodiversité (espèces d'oiseaux, tortues, couleuvres, escargots) par rapport à il y a 20 ans. Je considère que les pesticides utilisés sur le blé dur sont plus nocifs que ceux qui sont utilisés sur le riz. Je pense qu'il y a un équilibre à trouver entre maintien de la biodiversité et garantie d'une production. »



M. Cuillé

« Moi je pense que la seule chose que j'ai à faire ici dans cette propriété, c'est de continuer à garder l'équilibre : élevage/herbe/riz/espaces naturels. Ça, c'est un équilibre qui me va bien parce que j'aime bien ce pays, que je suis passionné et que je me régale ! ».

Des constats et une remise en cause des pratiques

L'usage de produits phytosanitaires et la pollution de l'eau sont au cœur des discussions, que ce soit un simple constat ou une remise en cause des pratiques.

« Le Rhône est pollué. On ne peut plus pêcher les poissons de Rhône. Pourquoi il n'y a plus de dauphins à l'embouchure du Rhône ? Il y a des PCB et de la radioactivité. On est capable d'aller sur mars et on n'est pas capable de fonctionner normalement sur notre planète. »
« Il existe un risque de mortalité des abeilles si elles boivent l'eau des rizières. »

« Je ne suis pas pour l'écologie extrême car il faut vivre ! Il faut se poser des questions. Il ne faut pas être borné et il ne faut pas chercher le mal partout. Il faut s'entourer des gens compétents qui n'ont pas des idées préconçues. »

« La nouvelle agriculture raisonnée, c'est l'agriculture écologiquement intensive, voilà la nouvelle appellation. C'est de l'agriculture durable, c'est ce qui est prôné par Arvalis. On va revenir sur des pratiques qui sont normales en agronomie et sur un itinéraire technique normal. Dans 2 ans, si on ne fait rien, la réserve de Camargue perd son statut à cause de la qualité de l'eau dans le Vaccarès. »



Une réglementation parfois inadaptée

La préservation de l'environnement et la nécessité de limiter les externalités négatives de l'agriculture sont généralement bien perçues par les agriculteurs. En revanche, ils dénoncent souvent une inadéquation des mesures environnementales au contexte de la Camargue et de leur système de production. D'autres soulignent aussi la pression du monde extérieur à laquelle ils sont soumis et des regards critiques qui se portent parfois sur leurs pratiques.

« Il faut bien comprendre que ce qu'on nous demande aujourd'hui sur le terrain c'est inapplicable. On nous fait faire des choses qui sont contre nature. Par exemple pour l'entretien des fossés, les périodes autorisées sont à l'inverse de ce qu'il faudrait faire : (...) il y a des choses qui sont contraires à notre biotope. »

« Les conditionnalités en Camargue sont très difficiles à appliquer car inadaptées à la réalité du terrain. Il faudrait que les réglementations soient faites par région. Quand on demande de faire une bande enherbée à des agriculteurs du centre de la France, qui font des hectares et des hectares de blé, c'est faisable. Mais dans une rizière, c'est ingérable ! On ne peut pas ! T'es obligé de faire un bourrelet. »



M. Cavalier

« L'agriculteur est le premier écologiste : c'est lui qui travaille tous les jours dans la nature. La terre est ce qui le fait vivre donc il n'a aucun intérêt à ce qu'elle dépérisse. C'est ça le bon sens paysan. Je ne connais aucun agriculteur qui souhaite que sa terre soit mauvaise : c'est complètement incohérent. C'est quand même vrai que la génération précédente, conseillait de travailler d'une certaine manière : c'était l'après-guerre, il fallait à tout prix produire, on manquait de céréales, il y avait la pénurie, il fallait produire. Cette démarche de l'agriculture productiviste qui s'est créée et qui a continué jusqu'aux années 90, où il fallait faire du rendement de manière à ce que les prix soient les plus bas possible, pour que tout le monde puisse se nourrir. La PAC était conçue pour ça, pour garder les prix bas, en compensation on a subventionné les agriculteurs : et cela que tout le monde l'a oublié ! Les agriculteurs étaient encouragés, sollicités à mettre des engrais, les produits, c'était la méthode, c'est ce qu'il fallait faire, c'était l'agriculture moderne. C'était les conseillers, les vendeurs, il y avait parfois des abus pour des agriculteurs crédules. Maintenant on demande aux mêmes gens de produire autrement et parfois il faut leur laisser un peu de temps. »

« Les mesures agri-environnementales (MAE) ne s'appliquent pas aux sociétés que l'on a fiscalement incité à créer. C'est incompréhensible. Le Parc n'a jamais de solutions aux problèmes de l'agriculture. »

« Je ne comprends pas du point de vue législatif on autorise les épandages des boues des stations d'épuration. »

« Si je ne réalise que des activités «extensives», c'est la société qui va payer : sur le plan alimentaire, sur le plan économique et sur le plan écologique. Il y aura une banalisation du territoire. Une diminution de la richesse du potentiel de nourriture pour la faune et pour la flore. Mais moi, je ne veux pas faire Don Quichotte pour sauver la société. C'est le rôle des politiques de définir les stratégies. »





Synthèse partielle

Les riziculteurs rencontrés soulèvent fréquemment la pression d'une réglementation environnementale parfois inadaptée au contexte particulier du milieu physique et de leur système de production. Ils remettent également en cause leurs pratiques qui peuvent avoir des effets négatifs sur l'environnement, la qualité de l'eau et la biodiversité.

On note une ambivalence entre la nécessité de cultiver du riz pour maintenir une certaine biodiversité et l'usage des produits phytosanitaires qui s'ajoute à celui d'une eau polluée. De même, la recherche d'un équilibre entre la préservation de l'environnement et la rentabilité économique de l'activité agricole est une préoccupation partagée par une majorité des riziculteurs. Enfin, une évolution des pratiques agricoles se référant à l'agriculture raisonnée et à l'agriculture écologiquement intensive sont évoquées pour s'orienter vers une agriculture durable.





Durabilité des systèmes de production rizicole : analyse des points sur l'agriculture biologique

L'agriculture biologique vue comme une alternative possible aux pratiques conventionnelles

L'agriculture biologique est un thème qui a été spontanément abordé par trente-huit des cinquantes riziculteurs rencontrés. Les riziculteurs en parlent, soit parce qu'ils pratiquent eux-mêmes ce mode de conduite culturale, soit parce qu'ils considèrent qu'elle représente une alternative possible à une remise en cause des pratiques de l'agriculture conventionnelle, ou au contraire parce que ce mode de conduite ne leur paraît pas possible à mettre en œuvre. Les atouts et les limites de ce type d'agriculture sont également discutés.

Près de la moitié des riziculteurs rencontrés ont évoqué l'agriculture biologique comme une alternative possible à la mise en œuvre des pratiques conventionnelles. Cette proportion varie selon les types de systèmes de production présents dans le panel des exploitants rencontrés. Ainsi seuls six riziculteurs sur trente, soit 1 sur 5, correspondant aux deux systèmes monoculture et polyculture, évoquent l'agriculture biologique comme une alternative possible aux pratiques conventionnelles. Cette proportion est inversée pour les deux autres types : polyculture/élevage et agrotourisme, puisque treize riziculteurs sur vingt, soit 3 sur 5 ont abordé ce thème au cours de l'entretien.

Une alternative économique

« Les 10 hectares que j'ai en luzerne actuellement, je pense les passer en « bio », a priori avec un riz en première année : le prix est quasiment le double. »

« Avoir une niche de riz « bio » en Camargue c'est bon pour l'image du riz camarguais : pour pouvoir dire qu'un effort est fait. Si les primes baissent il faut récupérer cet argent dans les enveloppes qui encouragent les gens à développer les méthodes de l'agriculture durable. Une enveloppe pour les mesures environnementales, ça c'est l'avenir ! »

« Il faut que le bio existe parce qu'il y a un marché. »

« J'aimerais développer le « bio » si possible. Surtout le riz car c'est là qu'il y a une vraie différence de prix. Le prix du « bio » est attractif. »

« Si on veut que toute la Camargue fasse du bio, pas de problème, franchement c'est facile ! On va voir tous les agriculteurs et on leur dit : si tu fais du riz conventionnel, tu gagnes 100 euros, si tu fais du riz bio, tu gagnes 200 euros, tout le monde fait du bio. Les agriculteurs ne sont pas plus imbéciles que la moyenne, ils savent compter aussi ! »

« Les gens qui pratiquent le bio ne sont pas assez aidés car on ne peut cultiver du riz que tous les 5 ans. Les bios devraient être plus subventionnés. Dans ces cas-là moi-même je serais prêt à me convertir. »

« Majorez de 50% les primes bios et diminuez de 50% les primes pour le conventionnel ; dans la demi-heure vous convertissez 1/3 des agriculteurs. »

« Tout dépend si on veut une autonomie alimentaire en France et en Europe ? Si on veut plus d'autonomie alimentaire on produira plus ici, mais c'est, je pense, un vrai acte politique des dirigeants. S'ils laissent tomber ça c'est grave, c'est plus grave que d'avoir laissé tomber l'énergie. »

« Ce qu'on entend, c'est que tout le monde a envie de produire plus bio, c'est la tendance actuelle. Dans un monde idéal, je vois tout en bio ; ah oui ! »

« En bio, déjà la démarche est intéressante. Quand même, quand on travaille dans un Parc Naturel, on peut se poser la question des pratiques agricoles...en plus, ça apporte en principe une petite plus-value. »



Une incitation à réduire l'impact des produits chimiques sur l'environnement et sur la santé

« Aujourd'hui, je me pose la question de convertir les luzernes en bio et de faire un riz derrière en bio. Au niveau économique, j'ai pas le choix, mais c'est vrai qu'au niveau écologique on préférerait clairement aujourd'hui aller vers le bio. »

« On est un peu réticent sur l'utilisation des pesticides qui peuvent avoir un impact sur l'environnement, la qualité des produits et aussi sur la santé et on se dit : pourquoi pas essayer autre chose ? Tenter l'expérience du bio ? Nous avons converti une partie des luzernes en bio. On a des amis qui sont dans la conversion biologique ou déjà en biologique. Il y a des gens avec qui je discute, des architectes, des médecins, des citoyens, qui commencent à poser des questions pour savoir comment on produit. »

« On est très attentif à la qualité de l'eau qui va dans le Vaccarès et qui est bue par les animaux. C'est pour ça et aussi pour notre propre santé qu'on est passé en bio. »



M. Brissot

« Les engrais chimiques et les produits phytos amènent des suspicions sur la santé et sur la biodiversité. Ça joue sur l'opinion publique qui demande du bio. Je vois d'autres choses aussi ; du vin, des moutons. Les autres riziculteurs, ils ont vraiment cette culture du chimique. Finalement c'est culturel. Ça fait tellement longtemps que c'est dans les moeurs... moi, petit, déjà je jouais à cache-cache avec ma sœur dans les tas de sacs d'engrais... »

Des techniques de gestion de l'exploitation différentes

« Je suis admiratif du travail de mon voisin en bio. Ses rizières sont sublimes. Il a des ouvriers en or. Avec un élevage on peut faire du bio. Une interactivité entre éleveur et céréalier me semble intéressante et intelligente. »

« L'année prochaine je vais essayer de mettre en place un atelier bio. Je veux d'abord rencontrer une exploitation dans la Drôme où ils font du tournesol et du maïs bio. L'avantage avec le riz c'est qu'il nettoie bien les parcelles. »

« En 1991, la luzerne a permis ma conversion en bio avec la création d'un élevage de taureau. Je fais du ray gras et du trèfle après un faux semis sur blé. Cet ensemble de techniques permet de contrôler les mauvaises herbes. L'agriculture « industrielle » est trop fonctionnarisée pour être compatible avec le bio. »

« Pour moi, le bio ça a toujours été une philosophie, donc je ne pouvais aller à l'encontre de mes idées. Je suis tout à fait pour développer le bio, mais il faut que ça entre dans le cadre de la gestion de l'exploitation. Actuellement je fais du « raisonné » mais j'aurais plus tendance à aller vers le bio que vers le traditionnel. »

« Avec le « bio » et l'élevage j'estime que j'ai une qualité de vie autre que les agriculteurs intensifs qui investissent dans le matériel et la main d'œuvre, qui ont des grandes entrées et sorties d'argent mais qui ont une qualité de vie moindre : c'est une question de choix de vie. »



M. Cartier

« La durabilité de mon système de culture biologique, je peux en parler ! L'agriculture biologique est une agriculture respectueuse et moderne à la fois. Elle implique une remise en question permanente sur le terrain. Il faut essayer de prévenir les problèmes au maximum. Le développement de l'agriculture biologique est indispensable : il suffit de regarder les dégâts actuels sur la santé et l'environnement dus au laisser-aller d'hier. Je peux dire que les produits

chimiques, je n'ai pas envie de les avoir entre mes mains, je ne veux pas les sentir ni les imposer à la nature ! »



L'agriculture biologique présente des atouts....

Quinze riziculteurs ont présenté les atouts liés à ce mode de conduite. Parmi les plus cités, la réduction de l'impact sur l'environnement et la santé, l'existence d'un marché bio, la nécessité de penser autrement ses rotations et son exploitation. L'agriculture biologique est également présentée comme un prototype pour l'agriculture conventionnelle. « Elle peut drainer les autres agricultures vers une agriculture plus propre ».

Performances techniques et agronomiques

« Dans le bio, il faut l'élevage et des fourrages qui permettent de faire des rotations intelligentes, économiquement intelligentes. Les fourrages bios ne sont pas difficiles à « mener ». »

« Je voulais faire une partie de mes céréales en culture biologique et donc j'ai choisi de faire du riz notamment pour sa capacité à « démolir ». Ça permet de faire une tête de culture qui nettoie les mauvaises herbes. »

« Les propriétés qui ont maintenu le maximum de potentiel c'est celles qui ont conservé une diversification avec l'élevage et elles sont habituellement en bio. »

« Avec le bio, petit à petit on rentre en refaisant l'agronomie du sol. »

« Dans les terres qui ressuient bien, quelques années de cultures sèches font en sorte qu'un riz en rotation, conduit en « bio » dans ces conditions-là, est très propre : ce qui montre aussi que ce n'est pas l'eau qui amène les graines de mauvaises herbes comme certains peuvent le prétendre. »

« Je sème la 2^e semaine de mai. A cette période le riz est toujours « poussant » alors qu'en conventionnel, les riz semés tôt peuvent être exposés à des problèmes de phytotoxicité. Je constate l'importance de la pression de pâturage pour contrôler les mauvaises herbes. J'installe la luzerne après un labour profond pour enfouir toutes les « cochonneries » (sous-entendu : graines de mauvaises herbes). »

« L'année dernière, le riz bio a bien marché. Les parcelles étaient propres et j'ai fait un rendement de 70 quintaux équivalents du conventionnel. »

« Le riz bio est moins cher en intrants. Mais il produit moins. Donc il faut prendre ces deux paramètres en considération. »

Des atouts économiques et environnementaux

« Economiquement je m'en sors mieux qu'en conventionnel parce que je suis en autonomie totale. Je n'achète que la semence ! »

« Commercialement, le bio, pour la viande c'est toujours un plus. Il y a plus de demande que pour l'AOC et c'est moins contraignant en termes de calendrier. »

« Si demain les subventions PAC sont réduites, avec la valorisation de mes produits en bio, je serai beaucoup moins touché qu'un agriculteur conventionnel. »



Mme Plo

« On est venu au « bio » parce qu'il y avait un peu de demande mais aussi parce qu'on a vu qu'avec tous les produits chimiques qu'on utilisait en conventionnel, il n'y avait plus d'escargots, plus de lézards, plus rien ! C'était impressionnant. Et puis quand on entrait le soir après les traitements on avait la peau et la gorge irritées. On se posait des questions quand les techniciens du Centre Français du Riz (CFR) venaient tester les produits chez nous, habillés en combinaisons et portant des masques. On ne voulait plus travailler comme ça. »



« C'est bien de produire en bio et de ne pas mettre de produits sur ces terres. »

« Les gens qui consomment bio en général ont une attitude dans la vie plus respectueuse de l'environnement. C'est un fait ! »

« C'est certain que dans l'idéal il faudrait que toute la Camargue soit en bio c'est quand même ce qu'on espère tous. »

Un prototype pour le conventionnel

« L'agriculture biologique peut drainer les autres agricultures vers une agriculture plus propre, puisqu'on va tirer des enseignements du bio qu'on pourra peut-être adapter. Agronomiquement, ça peut-être carrément très très intéressant, parce que là, on travaille avec le sol. C'est une agriculture plus intéressante et plus respectueuse de l'environnement. »



M. Filippin

« L'agriculture conventionnelle est dans une impasse de surproduction, des tonnes de nourriture sont jetées quotidiennement dans nos pays industriels. L'agriculture biologique représente une des solutions pour aujourd'hui et pour demain ; par exemple les rendements obtenus en riziculture biologique. N'oublions jamais que nous travaillons dans le domaine du vivant : l'agriculture biologique ne tue pas le vivant, elle permet juste à l'agriculture de vivre

en osmose avec son environnement, c'est à dire, de produire plus humainement ce que la terre nous permet d'exploiter. »

« Au départ j'y croyais qu'à moitié parce que j'étais tellement conditionné au conventionnel comme beaucoup d'agriculteurs camarguais. Nous en bio on est considéré un peu comme des marginaux. Moi j'aime bien être ouvert aux autres, faire partager mes passions j'aime beaucoup. D'année en année quand tu commences à passer les paliers, que tu dénoues les situations culturelles, et tu vois que ça fonctionne, ça confirme ce que tu pensais et ça t'encourage. C'est ça aussi le bio c'est très compliqué le bio, très compliqué. Le bio c'est un autre style de travail, c'est une autre vision. Maintenant quand je me promène dans les rizières et que je vois un peu d'herbe par ci par là, ça ne me travaille pas les méninges. J'installe un mélange de raygrass et de trèfle après un faux semis sur blé. Cet ensemble de techniques permet de contrôler les mauvaises herbes. »

...mais aussi des limites

Une demande de technicité plus importante qu'en conventionnel

Les limites de l'agriculture biologique ont été évoquées par vingt-deux riziculteurs, en termes de faisabilité agronomique et de gestion économique de l'exploitation.

« Le bio en fait c'est encore plus pointu que le traditionnel ! Parce que le traditionnel, à la limite, c'est simple ! » « Je pense que ce n'est pas évident pour les grandes surfaces en tout cas. »



M. Teulon

« Franchement je ne sais pas comment font les agriculteurs « bio » pour gagner leur vie, et surtout comment ils conduisent leur riz dans la rotation. Avec la luzerne je peux comprendre que ça puisse marcher un peu mieux sans trop d'infestation mais, dès qu'on met un verre d'eau quelque part en Camargue, les mauvaises herbes poussent partout ! »



« J'ai réalisé 350ha de riz bio à l'époque puis j'ai abandonné en raison d'un salissement des terres et des contraintes d'Ecocert. »

« En bio on ne peut pas faire 2 ou 3 ans de riz successifs, le désherbant bio ça n'existe pas, tout ça devient compliqué, le bio reste du bio, c'est bien mais il faut du terrain pour faire des rotations longues pour arriver à faire quelque chose. »

« J'ai essayé de faire du bio et j'ai abandonné après deux mois. »

« Le riz bio, c'est compliqué ! Il est plus facile de faire le vin « bio » que le riz « bio » : il y a les cultures plus faciles à mener en « bio » que d'autres. Le riz c'est une des plus difficiles à mener en biologique : trop d'adventices, trop d'herbes, trop de problèmes. »

« Le bio implique beaucoup de travail et du travail diversifié. On dit souvent qu'il y a des aides pour le bio mais elles sont souvent amputées par beaucoup de restrictions. Les aides en bio c'est surtout pour faire de la communication. »

« Le bio est conçu actuellement comme l'anti agriculture industrielle, moi je suis contre l'industrialisation de l'agriculture mais je suis aussi contre le bio. Il faut un juste milieu que j'aime bien, c'est l'agriculture raisonnée. On ne pourra pas changer le monde, le monde agricole et le monde industriel c'est pareil, en claquant des doigts. Il faut donner le temps au temps, il faut laisser les mentalités évoluer, aussi bien coté écolo que coté non écolo, il faut que les non écolo s'améliorent et il faut que les écolos soient plus tolérants, il faut que tout le monde mette un peu d'eau dans son vin. Ça ne peut se faire que par le dialogue, que par la démonstration de la bonne volonté de chacun. Sinon on n'y arrivera pas. Je connais des agriculteurs, quand ils entendent parler écolo tout de suite ils vont chercher le fusil. Ce n'est pas comme ça qu'on avancera. »

La question de l'élevage et de l'allongement des rotations

« L'agriculture biologique, je la vois de moins en moins possible si on n'intègre pas l'élevage. La culture du riz ou du blé hors élevage, pose les problèmes de l'azote et de la matière organique qui sont de plus en plus chers et de plus en plus difficiles à trouver. »

« Pour moi le bio peut être fait par des éleveurs qui font, grâce au pâturage, des rotations longues, là d'accord, mais je ne sais pas si il y en a beaucoup en Camargue. »

Une gestion de l'exploitation plus complexe

« L'agriculture biologique, c'est très très bien mais c'est très dur. Pour ceux qui la pratiquent, c'est un risque économique et techniquement c'est plus difficile que le conventionnel. »

« On laisse croire aux gens que c'est facile de faire du bio mais c'est faux. Pour le bio il faut faire un bilan sur 10 ans. Dans le bio il y a beaucoup de choses qu'on ne maîtrise pas. Il n'y a pas de techniques assez « assurées ». »

« Pour faire du bio, il faudrait avoir beaucoup plus de surface pour laisser les terres se reposer et pour pouvoir faire des rotations ». »

« Je pense que le bio restera toujours minoritaire parce que ça implique une façon de travailler très différente de ce qu'on utilise maintenant. Les gens, ils n'ont vraiment pas envie de travailler différemment. »



Mme Michel

« Moi, je vois les exploitations qui sont passées en « bio », la première et la deuxième année, c'est merveilleux, les récoltes sont formidables, c'est propre etc. Mais après les rendements chutent. J'ai eu de beaux résultats sur prairie permanente qui était détruite et sur laquelle on a fait du « bio ». Là les deux premières années c'est magnifique.[...] Mais alors, après, vous cherchez le riz ! J'ai vu les endroits où on cherchait le riz ! Il n'y avait que les mauvaises herbes ! Pour avoir fait un petit peu du « bio » et en avoir

analysé, le grain est beaucoup moins beau que dans le conventionnel. Les deux premières années, non ; mais après quand les mauvaises herbes envahissent, il reste plus vert, le panicule ; le bas reste vert, le haut commence à mûrir. Il y a les taches, comme en Italie, parce que comme c'est un peu enfoui sur les mauvaises herbes, ça garde plus d'humidité. »



Économie et organisation des marchés

« Le bio c'est dans un autre contexte, ceux qui font du bio c'est souvent des éleveurs. Moi qu'est-ce que je ferais d'une luzerne ? Le prix proposé en bio ne suffit pas pour être rentable. »

« Passer d'un seul coup du conventionnel au « bio » c'est compliqué du point de vue économique. »

« Ce qui est cher dans le bio, aujourd'hui c'est les engrais. C'est vrai que pour les céréalières qui n'ont pas d'élevage ou qui ne peuvent pas faire de rotation à base de luzerne, le coût des engrais devient prohibitif. »

« Au moment du calcul du montant de mes droits à paiements uniques (DPU), j'étais déjà en bio, je gardais le biotope, j'essayais d'avoir une propriété qui corresponde à ce qu'était la Camargue et à la fin du film, j'ai perdu 50.000euros par an de subvention ! »

« Faire du bio, moi je n'y crois pas. Aujourd'hui on est tous en train de se chercher chez soi. Le bio c'est trop compliqué. Il faut être super technicien et super pointu. Il faut être très bon ! Avec le conventionnel il y a toujours un moyen pour se rattraper. »

« Il y a une prise de conscience qui progresse en Camargue. Mais parce qu'économiquement c'est difficile actuellement, je pense que certains riziculteurs conventionnels ne veulent pas se permettre de prendre des risques et se tourner vers autre chose. Ils veulent une certaine sécurité qui est amenée par le conventionnel. »

Une incapacité à répondre aux besoins alimentaires mondiaux ?

« Ce n'est pas avec la production biologique qu'on va nourrir la planète. Si vous voulez faire du bio il faut remettre en état 30% du foncier français. Le bio c'est un acte philosophique, ça nourrit pas son homme. Il y a plus de mycotoxines dans le bio que dans le conventionnel. Le bio, je peux en faire dans mon jardin, chez moi. Avec les charges qu'on a en France une ferme bio ne va jamais nourrir une famille. Si j'avais les mêmes avantages fonciers et fiscaux qu'en Italie, je ferais du bio. »

« Pour nourrir la planète on serait bien obligé d'utiliser les produits. Ce n'est pas avec le riz « bio » qu'on va nourrir la planète. Il est trop cher pour le consommateur et il y a les rendements qui sont beaucoup plus faibles. Le « bio » c'est pour le 16^e arrondissement, Neuilly-sur-Seine ! On peut faire le « bio » mais pas sur des grandes surfaces. »

« Actuellement faire du vrai « bio » n'est pas fiable : et pour nourrir la population et pour être viable. »





Synthèse partielle

L'agriculture biologique vue comme une alternative aux pratiques conventionnelles est motivée, pour certains des riziculteurs, par une incitation à réduire l'impact des produits chimiques sur l'environnement et sur la santé. Pour d'autres, c'est essentiellement des raisons économiques qui amènent les riziculteurs à réfléchir ou à envisager cette alternative.

Le fait de ne pas utiliser de produits chimiques de synthèse est souvent présenté comme un avantage du point de vue des impacts environnementaux. «C'est certain que dans l'idéal, il faudrait que toute la Camargue soit en bio. C'est ce qu'on espère tous !». L'intégration de l'élevage dans les systèmes permet de faire des rotations «agronomiquement et économiquement intelligentes». L'agriculture biologique est également présentée comme un prototype pour l'agriculture conventionnelle. «Elle peut drainer les autres agricultures vers une agriculture plus propre».

La question des structures agricoles est évoquée de manière parfois opposée. Les petites exploitations familiales étant présentées comme mieux à même de répondre à l'exigence de maîtrise des facteurs techniques de production tandis que les exploitations de grandes surfaces offriraient davantage de souplesse pour la mise en place de rotations adaptées.

Enfin, dans les limites au développement de l'agriculture biologique en Camargue, l'intégration de l'élevage dans le système de production apparaît comme une nécessité qui n'est pas toujours possible. Certains agriculteurs perçoivent l'agriculture biologique comme une «rétrogradation». Ils ne voudraient pas revenir «au crayon à papier ou à la pioche !» Du point de vue économique l'agriculture biologique doit conserver son «effet de niche» pour éviter une chute des prix. Par ailleurs certains riziculteurs pensent que l'agriculture biologique ne serait pas en mesure de répondre aux besoins alimentaires croissants de la population mondiale.





Inventaire des questions posées à la recherche

Nous avons identifié trois thématiques qui interpellent les organismes de recherche et de développement : une première thématique concerne la mise à disposition de produits phytosanitaires souvent en relation avec les variétés et les biotechnologies. La deuxième thématique porte sur des questions de fonctionnement et de fertilité du sol. La troisième thématique interroge la recherche sur des questions plus générales.

Des recherches sur les variétés

« Il y avait les anciennes variétés de blé dur qui étaient rustiques, résistantes à la sécheresse, aux maladies et qui ne sont plus disponibles ; elles ne sont pas assez productives par rapport aux référentiels. On a donc développé les autres variétés plus productives mais plus sensibles aux maladies, à la sécheresse etc. Les anciennes variétés seraient bien adaptées à l'arc méditerranéen où il y a moins de potentiel, de rendement et aussi de maladies à cause du climat. Les variétés rustiques ont leur place dans certaines régions comme ici où elles sont conduites peut-être pas forcément en « bio » mais presque. De toute façon avec les hivers pluvieux, les étés secs et brûlants et le mistral qui souffle, les nouvelles variétés ne sont guère plus productives. »

« On a besoin de recherche au niveau des variétés. Recherche pour « aider » la plante à mieux se nourrir. »

« Si les organismes de recherche nous donnent des plantes qui sont plus résistantes à la pyrale, plus résistantes à ci, plus résistantes à ça, c'est évident que ça nous aidera. Dans l'état actuel des semences que l'on a, si on ne change pas la variété et on diminue les traitements ; la plante sera plus malade et elle produira moins. Si, d'un autre côté, les scientifiques, bon, c'est leur travail, arrivent à sélectionner des plantes...mais ils sont tous contre les OGMs ! Moi je préférerais avoir des plantes qui produisent leur propre insecticide, leur propre truc, on traiterait moins et ça serait mieux pour l'environnement. »



M. Sève

« Je pense qu'aujourd'hui une des clés de la réussite de l'agriculture ça sera des variétés résistantes ou au moins tolérantes aux maladies qui nous permettraient de réduire nos intrants, c'est-à-dire nos produits de traitements, de façon très importante. Alors ça fera pas plaisir à Bayer et compagnie, mais par contre pour nous en terme d'écologie, d'avenir et d'argent .. c'est pour moi une des solutions du problème. »

C'est à mon avis le défi à relever, et là je parle de l'Inra, c'est, demain, de produire autant avec beaucoup moins d'intrants. Demain il nous faut du matériel végétal adapté, disponible aux agriculteurs pour qu'ils réduisent leurs intrants. Alors soit les plantes ont moins besoin d'engrais soit elles résistent mieux aux maladies. Il faut interdire la sortie de variétés trop utilisatrices d'intrants. Aujourd'hui j'ai vraiment l'impression d'être le bailleur de fond de Bayer et compagnie. Sachant que quand vous voyez le prix des céréales augmenter ils vous doublent ou ils vous triplent le prix du « Round Up », puis le prix redevient normal l'année suivante. Donc on voit que la valeur ajoutée elle est aussi très captée par ces compagnies. Puis ça m'embête quand même de répandre ces produits ; déontologiquement ça ne me fait pas plaisir et au niveau santé non plus. »



Des études sur l'utilisation des produits phytosanitaires

« On ne sait pas aujourd'hui quelles incidences peut avoir l'utilisation des produits chimiques sur la santé. »

« Recherchons un produit qu'on passe qu'une fois et on réduit nos passages. Vous êtes à l'Inra ! Trouvez des produits phytosanitaires qui soient plus efficaces, à ce moment-là tout le monde sera content, on réduira nos passages ! »

La question des OGMs

« Il faudrait que nous soyons à égalité avec les italiens. On ne demande pas à faire n'importe quoi, mais à partir du moment où un produit est correct et bien utilisé, pourquoi on ne peut pas l'utiliser ? (...) Je suis effaré que la recherche française ne participe pas aux travaux sur les OGMs alors qu'ils étaient précurseurs dans cette technique. La peur des français sur les OGMs c'est antiscientifique. Moi je demande à voir c'est tout. »

« Il faut mener des recherches sur l'impact des OGMs pour qu'on puisse parler en connaissance de cause. Il faut que les recherches sur les variétés soient réalisées en France pour ne pas être obligé d'acheter les semences à l'étranger. »

« Il y a des interdictions d'utilisation des produits qui sont parfois défendables. Mais il faut trouver des solutions de remplacement, de substitution. Et pour moi, la recherche, son job, c'est ça ! Moi je ne suis pas un fanatique des OGMs mais je regrette infiniment que l'on ne puisse pas continuer les recherches et l'expérimentation grandeur nature, comme il faudrait pouvoir le faire avec toutes les mesures de précaution nécessaires. Je pense qu'il y a des OGMs qui peuvent poser des problèmes. Surtout les premières générations. Mais se priver de toutes les possibilités qui sont liées aux OGMs ou aux biotechnologies en général je trouve que c'est complètement lamentable. Des solutions pourraient être apportées dans tous les domaines de l'agriculture. Axel Kahn a dit : « Le débat sur les OGMs en France, je crois, est le zéro absolu de l'intelligence.. »

« Les OGMs c'est peut-être une solution pour utiliser moins de produits. Si on fait un OGM qui est capable de fixer l'azote de l'air par exemple. »

« Les OGMs, c'est une hypothèse qu'il faut explorer. Un riz OGM qui ne serait pas attaqué par les chironomes, pourquoi ne pas le développer ? »

« Les OGMs c'est mathématiquement obligatoire puisque demain il n'y aura plus d'engrais azoté, plus de pétrole. S'il n'y a plus d'azote, on réduit la production mondiale par 4. La chance des OGMs c'est de pouvoir demain, nourrir l'humanité. »

« Pour moi, c'est clair et net que les OGMs tels qu'ils sont pratiqués aujourd'hui par des firmes privées qui ne cherchent qu'une chose, la rentabilité et imposer au reste du monde leurs produits.... et puis une monoculture derrière, j'en veux pas. Par contre un organisme public comme l'Inra qui est dans l'optique de créer des OGMs pour le bio pour éviter un tas d'intrants et donc de polluer, le problème il est bien là, je ne dis pas non. Avec énormément de recul derrière, c'est à dire énormément d'essais, énormément de tests, qu'on prenne des précautions infinies. Pour moi il faut que ça soit de l'écologie pragmatique, c'est-à-dire qu'il y a des problèmes donc on ferme la porte à aucune solution, on étudie tout, on investit massivement dans la recherche... »



Le fonctionnement des sols inondés et la fertilisation

« Je suis demandeur de données techniques et agronomiques. Je m'interroge sur le fonctionnement des sols inondés. »

« La recherche a un travail à faire sur la dynamique de dégradation des pailles de riz. Il faut faire une recherche avec le Cemagref pour mettre au point une machine qui enterre convenablement les pailles de riz et qui demande peu de puissance ».

« Je souhaiterais avoir des connaissances sur le comportement de l'azote en milieu inondé pour mieux ajuster la fertilisation aux besoins de la culture. Les riziculteurs doivent pouvoir travailler avec précision. »

Des points de vue plus généraux sur la recherche et le développement

« Le CFR a beaucoup de mal à se recentrer sur les vrais problèmes de la riziculture. Par exemple le CFR ne peut pas faire de recherche sur les chironomes car la recherche sur les produits n'est pas financée. »

« La recherche est insuffisante et en plus elle est mal faite. La recherche elle ne peut pas être faite sans les riziculteurs. Le CFR ne travaille pas assez avec les riziculteurs. Je suis nostalgique de l'époque où les gens du CFR faisaient des tournées chez les riziculteurs parce que tu n'apprends jamais autant qu'au contact des agriculteurs. »



M. Martin

« Alors la recherche, c'est obligatoire. On ne peut pas avancer si on ne fait pas de recherche, à tous les niveaux. Que ce soit le riziculteur qui fasse ses essais lui-même en se disant, je vais faire telle ou telle variété dans telle condition et je vais voir ce que ça donne. Essayer de faire des études plus poussées sur : l'utilisation des produits, les cycles de l'azote, sur le travail du sol... C'est indispensable. Je pense qu'il faut montrer aux riziculteurs que la recherche est

proche de leurs préoccupations. C'est très important, parce que sinon il y a une certaine déconnexion entre les deux mondes. Peut-être pas pour tout le monde, mais pour certains en tout cas c'est un fait. Et peut-être impliquer les riziculteurs dans les expérimentations. Est-ce que nos gouvernements, nos chercheurs, nos industriels, ont envie de se lancer dans certaines solutions ? Ça c'est une autre bonne question. Le plus difficile pour la recherche c'est d'arriver à répondre aux attentes des riziculteurs, les attentes instantanées, tout en anticipant un peu l'avenir. C'est là que c'est peut-être le plus délicat. »

« On a besoin d'une recherche pour savoir ce qui se consomme et ainsi adapter nos productions. On a besoin d'une recherche structurée et appliquée, pluridisciplinaire et ouverte qui fonctionne en réseau. Il faut notre propre expérience qu'on change avec nos voisins et qu'on enrichit par des connaissances extérieures venant de la recherche. C'était la fonction première du programme coordonné de recherche du CFR. Je n'ai pas l'impression que les organismes de conseil aient pris le virage de la vraie agronomie et c'est ce qui manque parce que c'est cela qui peut sauver l'agriculture camarguaise. »

« En bio, on n'arrivera pas à développer plus de surfaces tant qu'on n'aura pas derrière nous une recherche qui permette de stabiliser les rendements. Tant qu'on n'aura pas une recherche fondamentale avec de vrais moyens on ne s'en sortira pas. L'avenir du bio c'est la recherche ! »

« Pour le « bio » il faut savoir de quoi on parle. Si on veut explorer le « bio », il faut décider de créer une ferme « bio » pilote à 100% et qui ressemble à ce qu'on peut réellement faire en Camargue et mettre en œuvre les expérimentations et démontrer les techniques et les résultats, en liaisons avec les praticiens. Mais on ne peut pas juste imposer le « bio » comme ça pour tout le monde. Je me demande quels sont les moyens de défense biologique que les agriculteurs ont à leur disposition. Je ne les vois pas ! »



« Le problème avec la recherche c'est que pour moi, elle n'est pas assez pragmatique. En bio, il y a tout à faire, le domaine du vivant, c'est tellement complexe que c'est infini. Il faut aussi, comme on l'a déjà fait avec vous, confronter nos techniques, aller voir à l'étranger ce qu'ils font. Je vais plus aux réunions du CFR ça m'intéresse plus, on me propose rien. Si le CFR s'intéressait un peu plus au bio, j'irais. »

« Dans la recherche on est moins dans le discours de produire toujours plus de quintaux et ça c'est une bonne chose. »

Des questions posées à la recherche et au développement

Les riziculteurs rencontrés considèrent que la recherche est indispensable au développement agricole de la Camargue. Ils souhaitent que cette recherche soit pragmatique, pluridisciplinaire, proche de leurs préoccupations, «dans le bon sens !». Certains proposent de s'impliquer davantage dans les expérimentations. «La recherche ne peut pas être faite sans les riziculteurs». Dans l'inventaire des questions posées par les riziculteurs dans le cadre de nos entretiens, nous retiendrons une demande de connaissances agronomiques sur le fonctionnement des sols inondés. On retiendra également une demande de produits phytosanitaires et de variétés adaptées aux conditions de la Camargue.

Enfin un riziculteur résume : « en bio il y a tout à faire, le domaine du vivant, c'est tellement complexe ! »





Analyse compréhensive des perceptions des agriculteurs rencontrés

Dans cette section, nous proposons une analyse compréhensive des données des entretiens. Ainsi, il nous semble important de restituer les points de vue subjectifs des producteurs rencontrés. Cette perspective compréhensive, inspirée de la sociologie, vise à mieux saisir le sens que les agriculteurs de Camargue donnent à leurs pratiques culturales et les façons dont ils perçoivent les impératifs de durabilité. Les techniques d'entretien semi-directif retenues, en ce qu'elles laissent le loisir aux interviewés de s'exprimer relativement librement et de faire part de leurs ressentis, permettent d'aborder ces dimensions. En outre, le recul offert par le grand nombre d'entretiens réalisés permet de dégager des enseignements de nature générale, allant au-delà de l'expression des sentiments de tel ou tel. Plusieurs résultats nous semblent ainsi mériter d'être mis en avant.

Mise en évidence des problèmes de durabilité générés par certains modes de culture ...

Premièrement, la grande majorité des producteurs rencontrés ne conteste pas l'importance des problèmes de durabilité liés aux modes de culture. Les discours font alors fréquemment référence aux excès du passé, mais nombre de producteurs évoquent aussi des insatisfactions quant à leurs pratiques actuelles. Cela apparaît notamment dans le constat d'un appauvrissement des sols en monoculture, dans l'impression que les adventices résistent mieux années après années aux pesticides, mais aussi dans une conscience des impacts environnementaux et des dangers pour leur santé des produits phytosanitaires. On trouve une bonne illustration de ce premier ressenti dans l'extrait de cet entretien mené avec une productrice pratiquant une polyculture-élevage, partiellement en agriculture biologique. Cette idée n'est pas réservée aux producteurs engagés dans des formes d'agriculture durable :



Mme et M. Dupui

« À l'époque où mon mari travaillait dans les propriétés, il avait les produits qui sont maintenant interdits. Donc, ces produits-là, quand il les mettait... tous les poissons mourraient... les canards mourraient, les grenouilles, tous mourraient. Donc, il y avait un réel souci quelque part... Et on observe depuis quelques années une augmentation du nombre de cancers. (...) Moi, je me pose des questions, et on en discute avec les gens un peu... voilà, qui sont un peu de la partie, sensés, ... les

agronomes... Les sols, on est en train de les détruire, vous êtes d'accord avec moi, tous ces produits, tous ces engrais chimiques... C'est réel, il y a des analyses de faites. Ça c'est irréversible. Est-ce qu'on prend vraiment conscience de ça ? On va toujours défricher plus d'endroits pour renouveler les terres. Et les terres qui sont foutues, elles sont usées, quoi. Qu'est-ce qu'on va faire de ces terres-là ? Dans les sols, il n'y a plus de vie, il n'y a plus rien. On est en train de les détruire. Ça c'est réel. »

Le discours de certains agriculteurs conventionnels rencontrés reflète alors des sentiments désagréables, couplant un dégoût de certaines de leurs propres pratiques et le sentiment de ne pas pouvoir faire autrement.

« Comment voulez-vous qu'on réduise nos apports phytosanitaires ? Déjà, on essaye de minimiser le plus possible pour que ça nous coûte le moins cher... On est obligé de le faire ou alors on ne fait pas de récolte. Donc comment voulez-vous ? On ne le fait pas pour s'amuser ! Et en plus... mon père, il est mort d'un cancer. Vous croyez que ça nous amuse de passer les produits comme ça ? »



...couplée avec le sentiment d'une forte interpellation sociale

Pour les agriculteurs engagés dans des pratiques culturales conventionnelles, cette perception du caractère non durable de leurs activités se couple avec le sentiment d'une forte interpellation sociale. Cette interpellation prend corps dans les changements de réglementations concernant l'usage des pesticides, dans les articles de presse, ouvrages ou émissions de télévision qui dénoncent les dangers des pesticides, mais aussi dans les échanges directs qu'ils peuvent avoir avec des personnes extérieures au monde agricole (consommateurs, touristes...). Les entretiens réalisés montrent que les producteurs sont loin d'y être indifférents. C'est notamment le cas pour ce riziculteur conventionnel :

« Aujourd'hui je me pose des questions sur mon métier. Je me dis, est ce que tu pourras continuer ce métier comme ça en culpabilisant, parce que tu as le malheur de faire un insecticide parce que les vers sont en train de te détruire ton semis ? Tu sais que tu n'as pas le droit, tu sais que ce n'est pas bon pour l'environnement Parce que les gens s'imaginent qu'on est là pour polluer mais ils se plantent complètement. Nous on ne peut pas avoir un discours différent des écologistes, mais le problème c'est qu'à la différence d'eux, nous on est confrontés au problème. Eux, ils n'ont qu'une vision d'extérieur. »

Comme on le devine à travers cet extrait, les conséquences de telles interpellations méritent d'être observées avec attention. Beaucoup de producteurs conventionnels sont en effet irrités par les discours qui survalorisent l'agriculture biologique et font d'eux des pollueurs irresponsables. Ces discours leur apparaissent comme étant issus d'acteurs qui ne connaissent pas suffisamment les réalités de la production agricole (les journalistes, les militants écologistes, mais aussi les gestionnaires du Parc Naturel sont à cet égard très fréquemment mis en accusation). Ces agriculteurs disent être soumis à des réglementations et des contrôles très rigoureux (en particulier lorsqu'ils se comparent à leurs concurrents Italiens ou Espagnols) et estiment avoir déjà beaucoup raisonné leurs pratiques depuis une dizaine d'années. Cette agriculture raisonnée, qu'une grande majorité des agriculteurs non-bio disent pratiquer, ne leur semble pas être reconnue à sa juste valeur. Alors que nous ne lui avions encore posé aucune question, un d'entre eux commençait ainsi l'entretien que nous avions avec lui en exprimant son ressentiment sur ce point :



M. et Mme Rozière

« Je suis un peu fâché parce qu'avant hier, il y a quelqu'un qui m'a appelé, qui est guide touristique pour le Parc, qui organise des visites écologiques, des journées pédagogiques pour expliquer aux gens ce qu'on fait en Camargue. Et donc il me dit : je cherche un riziculteur bio pour venir participer à ces journées pour expliquer la riziculture biologique dans le cadre de l'agriculture durable et l'avenir du riz bio en Camargue. Vous connaissez ma vision du bio, ça m'énerve un peu quand le Parc organise des journées

pédagogiques où on va expliquer le devenir de la Camargue en braquant les gens en disant que l'avenir c'est le bio, que la durabilité c'est le bio. Donc je dis non. Je ne crois pas comme Yann-Arthus Bertrand que la planète sera nourrie par de l'agriculture biologique. Je ferai toujours ce qui est possible de faire dans les moyens alternatifs biologiques, et je pratique déjà pas mal ça dans la riziculture et dans l'arboriculture, mais je ne deviendrai jamais bio. (...) Parce que moi j'ai un œil de riziculteur, d'agriculteur. J'aime la pureté d'un champ parfaitement lisse, homogène, où il y a une culture homogène (...). Il y a un moment où je ne peux pas non plus avoir que des panisses, des triangles, et entrer dedans avec une batteuse et pleurer en me demandant si je vais même pouvoir bouffer mon riz ? Ou le brûler, ou ne pas le moissonner ? Pour moi, je ne servirais plus à rien. »



Paradoxalement, cette forte interpellation extérieure au monde agricole peut alors générer, on le voit dans le précédent extrait, une réaffirmation d'identités professionnelles fortement marquées par un savoir concernant l'usage des pesticides (être capable d'avoir un champ parfaitement propre, savoir agir afin de ne pas perdre sa récolte...). Les formes de ressentiment à l'égard de l'agriculture biologique, beaucoup exprimées dans nos entretiens, peuvent également être lues comme un effet pervers de la survalorisation de cette dernière. Certains expriment leur rejet en pointant le caractère archaïque des pratiques culturales bio, en soulignant certaines incohérences (comment produire bio avec l'eau polluée du Rhône ? comment justifier d'exclure des consommateurs par les prix élevés des produits bio ?, etc.), ou en suggérant que beaucoup de producteurs bio ne respecteraient pas les règles de l'agriculture biologique. Les agriculteurs bio de Camargue ont d'ailleurs conscience des accusations dont ils font l'objet. Un d'entre eux nous racontait par exemple comment il avait été traité de « tricheur » après qu'un chercheur de l'Inra ait annoncé, lors d'une rencontre professionnelle et d'une interview au journal télévisé, qu'il atteignait des rendements en riziculture biologique aussi élevés, sinon meilleurs, que ses voisins conventionnels.

L'affirmation d'un pragmatisme dans les décisions agronomiques et économiques des agriculteurs

Un point sur lequel se rejoignent en revanche bien tous les agriculteurs rencontrés est l'affirmation d'un « pragmatisme » dans leurs décisions agronomiques et économiques. Ce terme de pragmatisme est affirmé en opposition à des postures militantes idéalistes, qui seraient présentes dans les discours écologistes et plus généralement dans les discours sur la durabilité de l'agriculture. Pour l'ensemble des agriculteurs que nous avons rencontrés, les questions de durabilité doivent ainsi être systématiquement pensées en ayant prioritairement en tête les enjeux de pérennité économique des exploitations.

Cela se vérifie clairement pour les agriculteurs engagés dans des pratiques conventionnelles, qui se défendent d'être des pollueurs irresponsables et qui expliquent avoir beaucoup rationné leur usage de pesticides, ne serait-ce que pour réduire leurs factures d'intrants. Mais, ces producteurs affirment aussi ne pas avoir d'autres solutions que de continuer à utiliser certains pesticides ou à pratiquer la monoculture. Ils disent alors, en écho également aux ressentiments suscités par les discours publics sur l'écologie, combien il ne faudrait pas que les approches en termes de développement durable fassent oublier les hommes qui vivent des activités agricoles.

Ce discours pragmatique, orienté vers des considérations de rentabilité économique, n'est pas l'apanage des seuls agriculteurs conventionnels. Il se vérifie aussi pour les agriculteurs engagés dans des formes d'agriculture durable (agriculture biologique, polyculture-élevage, ...). Ces choix ne sont alors pas exclusivement pensés en référence à leurs effets bénéfiques pour l'environnement, mais aussi dans leur compatibilité avec la rentabilité de leur exploitation. Ce constat s'observe pour les exploitations qui couplent une production bio et non bio, selon les rendements qu'ils peuvent obtenir de leurs différentes parcelles et les prix de vente qu'ils peuvent obtenir de leurs différents débouchés. Un producteur nous expliquait d'ailleurs qu'il concevait son choix de conversion partielle en bio comme étant parfaitement réversible, selon la façon dont évolueront les incitations économiques associées. Un tel pragmatisme s'observe enfin pour les producteurs les plus engagés en agriculture biologique. Ceux que nous avons rencontrés nous disent ainsi parvenir à combiner des coûts faibles (parce que leurs intrants sont produits sur la ferme), des rendements moyens relativement importants et une bonne valorisation de leurs produits. A leurs yeux, le choix de l'agriculture biologique est alors un choix parfaitement rentable.

Des évolutions réglementaires et économiques imprévisibles

Un dernier élément, également fortement affirmé dans les entretiens, est le sentiment de subir des évolutions réglementaires et économiques largement imprévisibles. Ce point ne s'observe pas dans tous les entretiens, quelques producteurs affirmant même avoir réussi à développer des exploitations autonomes, pérennes et diversifiées, qui leur permettent de ne pas être dépendants de ces évolutions. Néanmoins, beaucoup témoignent de ne pas avoir de prise sur les changements réglementaires encadrant leurs pratiques culturales (le plan Ecophyto 2018 est un exemple très souvent cité), sur les modalités futures d'attribution des aides de la PAC et sur les conditions commerciales auxquels ils vendent leurs productions. Sur chacun de ces points, beaucoup regrettent de ne pas disposer pas d'organisations (syndicales,



économiques) suffisamment puissantes pour peser sur les décisions qui les concernent. Ce sentiment d'être ballotté entre des évolutions subies est notamment observable dans les propos de cet agriculteur qui explique que l'utilisation actuellement promue de boues industrielles et urbaines pour enrichir les terres pourrait bien à terme lui être reprochée par des acteurs de la filière :

« Le risque, comme pour les droits à produire, c'est que dans quelques années on nous dise qu'il y a eu [dans les boues] des métaux lourds, des choses comme ça, et que les terres qui ont eu du compost ne sont plus éligibles à la production de blé ou de riz. C'est ce qu'on retrouve le long de l'autoroute quand on remonte sur Valence. Toutes les parcelles de blé qui longent l'autoroute ne sont pas éligibles pour [l'entreprise d'agroalimentaire] Croix de Savoie, parce qu'il y a des hydrocarbures. Donc, quand on nous donne le compost gratuitement ou presque, parce qu'il faut le dégager, ok c'est une économie, mais dans deux ans on va nous dire qu'il y a des bouts de verre, qu'il y a des métaux lourds, qu'il y a de l'arsenic, qu'il y a quelque chose, donc ces terres là...»

De même, les producteurs rencontrés disent majoritairement subir les prix d'achat de leur riz ou de leur blé, d'une part parce qu'ils ne parviennent pas localement à peser sur les maillons aval des filières auxquelles ils participent (organismes stockeurs, industriels), d'autre part parce qu'ils sont partie-prenantes de marchés mondialisés sur lequel ils n'ont aucune prise. La très forte instabilité des cours mondiaux du blé est à cet égard très souvent avancée comme un exemple de l'impossibilité de se projeter à moyen et long terme et d'envisager des choix de production en conséquence. De même, beaucoup soulignent que l'IGP Riz de Camargue ne leur permet pas de valoriser mieux leur riz auprès des acheteurs de la filière, qui ne tiennent pas compte de cette différenciation, et qu'ils se trouvent en conséquence en concurrence frontale avec les producteurs des autres pays.

Certains évoquent même le risque de la disparition de la riziculture en Camargue, si demain les soutiens de la PAC venaient à être réduits ou les contraintes en matière d'usage de pesticides venaient à être accrues :

« Le riz, à mon avis, il est foutu. Déjà à l'heure qu'il est, on nous a supprimé tous les produits qui marchaient. Et les nouveaux, ils arrivent au bout du rouleau, c'est à dire qu'il y a accoutumance des plantes etc. Je ne vois pas d'avenir. Par contre les italiens, ils vont acheter des produits phytosanitaires en Chine et aux Indes. Et nous ici on va mettre des contrôleurs pour contrôler les étiquettes.»

Rien ne nous permet d'attester de la réalité d'un tel scénario, mais il nous semble refléter la situation d'incertitude profonde dans laquelle se trouvent nombre des producteurs rencontrés. A cet égard, nous pouvons faire l'hypothèse que la multiplication depuis une quinzaine d'années des attentes concernant l'agriculture a eu pour conséquence non seulement de parfois placer les agriculteurs face à des injonctions contradictoires, mais aussi de générer un manque de lisibilité sur ce qui constitue le modèle d'une «bonne agriculture». Cette incertitude entrave le développement de certaines transitions à des modes de production plus durables, notamment celles qui supposent des investissements ou des équilibres agronomiques ne pouvant être atteints et rentabilisés que sur le long terme. Beaucoup de producteurs sont ainsi désireux de gagner en prévisibilité sur l'avenir de la PAC ou des évolutions réglementaires (de savoir «à quelle sauce ils seront mangés»). Enfin, beaucoup demandent qu'en contrepartie de leurs efforts futurs en matière de développement durable, ils aient une forme de garantie sur les prix ou sur leurs revenus. Par exemple :

« Si la politique du gouvernement est de faire une politique de développement durable, à un moment donné je pense qu'il faut assurer des revenus minimums à tous les agriculteurs pour qu'ils puissent, eux, prévoir les investissements. Il faut prévoir les assolements, les autres investissements, les nouvelles machines... Et là, actuellement on ne peut pas prévoir les investissements à long terme, avec les fluctuations de prix comme ça, c'est impossible. »





Conclusion

Les riziculteurs camarguais ont adhéré favorablement au rendez-vous que nous leur avons proposé pour recueillir leurs points de vue sur la durabilité des systèmes de production agricole. Nous avons rencontré quarante-neuf riziculteurs/trices qui nous ont reçus sur leur exploitation pour nous accorder un entretien de deux heures environ. Les entretiens ont été conduits de manière semi-directive afin de laisser l'expression la plus libre et la plus complète possible.

Le panel d'exploitations agricoles enquêtées n'est pas exhaustif mais se veut représentatif d'une certaine diversité des exploitations rizicoles de la Camargue. Les systèmes rizicoles rencontrés se répartissent assez bien dans la typologie réalisée (système de monoculture de riz [surface en riz supérieure à 80% de la SAU], système riz/polyculture, système riz/polyculture élevage et système riz/agrotourisme.) La conduite en agriculture biologique est d'autant plus présente que les types de production sont diversifiés. Ce mode de conduite est absent des systèmes de production en monoculture de riz. Les exploitations agricoles présentes dans l'échantillon sont également spatialement réparties de manière homogène sur l'ensemble du territoire camarguais. Dix-huit pour cent des riziculteurs rencontrés correspondent à une classe d'âge « jeune » tandis que trente-sept pour cent se situent dans la classe « âgée ».

La question de la durabilité ne laisse pas les agriculteurs camarguais indifférents. Cette plaquette synthétise les propos recueillis auprès des riziculteurs en termes de contraintes, verrous mais aussi atouts pour chacune des dimensions du développement de l'agriculture durable. La diversité des points de vue sur le concept « d'agriculture durable » est manifeste, comme en témoignent ces derniers extraits :

- « La durabilité : oui chacun a son idée, c'est ça le problème ! »
- « Le développement durable : c'est un beau nom pour pas grand-chose .»
- « L'agriculture durable : c'est encore un terme ça ! »
- « La durabilité est un mot qui a été inventé par les politiques pour faire politiquement correct. »
- « Le durable, c'est un peu à la mode mais ça a toujours été d'actualité. Il faut essayer de travailler intelligemment, de produire pour nourrir le monde et, de respecter la nature. Ce n'est pas évident ! »
- « Durer, ça ne va pas dire figer : dans la durée, il y a une sacrée notion d'adaptation.»
- « La durabilité, aujourd'hui, dans notre monde agricole, c'est le fait de pouvoir continuer à produire du riz ou tout autre production de façon rentable en respectant la nature et l'environnement, et l'avenir surtout de nos terres. »

Si les propos semblent parfois très différents sur la manière de faire une agriculture durable, ces témoignages montrent une prise de conscience générale des riziculteurs camarguais des enjeux technique, économique, sociale et environnementale présents sur leur territoire.

Autres publications

En plus de cette brochure de synthèse, les résultats de l'étude conduite en 2010 ont fait l'objet de trois communications :

- Un compte rendu scientifique intitulé : « Analyse des points de vue des riziculteurs camarguais sur la durabilité des systèmes de production agricole ». Juin 2011. Inra/ Umr Innovation.
- Une communication présentée à la 1^{ère} conférence internationale sur les systèmes de production rizicole biologique (Montpellier 27-30 août 2012) : « Agriculture biologique et durabilité : points de vue des riziculteurs camarguais ». Hammond Roy, Mouret Jean-Claude, Le Jolly Ronan.
- Une proposition d'article (à paraître) pour le numéro spécial sur la riziculture de la revue : Cahiers Agricultures : « Une riziculture durable ? Analyse compréhensive des points de vue des riziculteurs camarguais ». Le Jolly Ronan, Hammond Roy, Mouret Jean-Claude.

Dans la même série

- * **Riziculture biologique** : Maitrise des mauvaises herbes en Camargue. Mars 2004. 20p
- * **Riziculture biologique** : Un point sur la fertilisation organique en Camargue. Décembre 2006.16p
- * **Riziculture biologique** : Synthèse des séances d'animation réalisées dans le cadre du projet ORPESA. Décembre 2007. 28p
- * **Riziculture camarguaise** : La paille de riz. Pratiques au champ et filières de valorisation pour un développement durable. Janvier 2009.36p.

Ce document a été réalisé par :

**Roy Hammond, Jean Claude Mouret, Ronan Le Delly, Florine Mailly
et Lisbeth Michel**

**Les auteurs remercient Paul Hammond et Chloé Barbier pour leur
contribution à la transcription des entretiens, et
Sophie Burgel pour son "regard" attentif.**

Remerciements

Nous remercions très sincèrement les cinquante riziculteurs
qui ont participé à cette étude. Leur accueil toujours très
chaleureux, l'intérêt qu'ils ont apporté à nos questions et
leur disponibilité ont grandement contribué à la richesse
du contenu des entretiens qu'ils nous ont accordé.

Nous remercions le syndicat des riziculteurs de France et filière
pour avoir facilité les prises de contact
avec les riziculteurs.

Document édité avec le soutien financier de FranceAgriMer
dans le cadre du plan d'adaptation de la filière rizicole.

Contact :

Jean-Claude Mouret

**UMR Innovation, Inra Sad Montpellier-2 Place Pierre DIALA
34060 Montpellier Cedex 02**

tél : 04 99 61 25 92 - Courriel : mouret@supagro.inra.fr

